

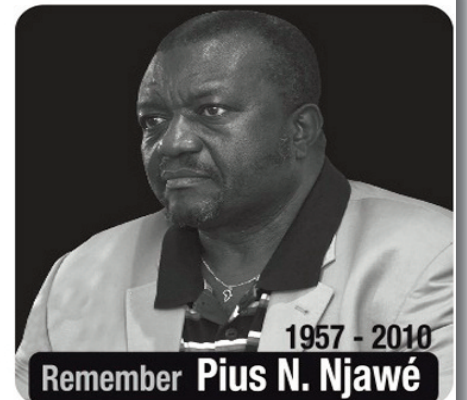
Le Messenger

A l'écoute du peuple

Fondateur : **Pius N. NJAWE** Directeur de publication: **Jean François CHANNON**

N° 5139 DU MERCREDI 5 SEPTEMBRE 2018 CAMEROUN 400 F.CFA

Quotidien

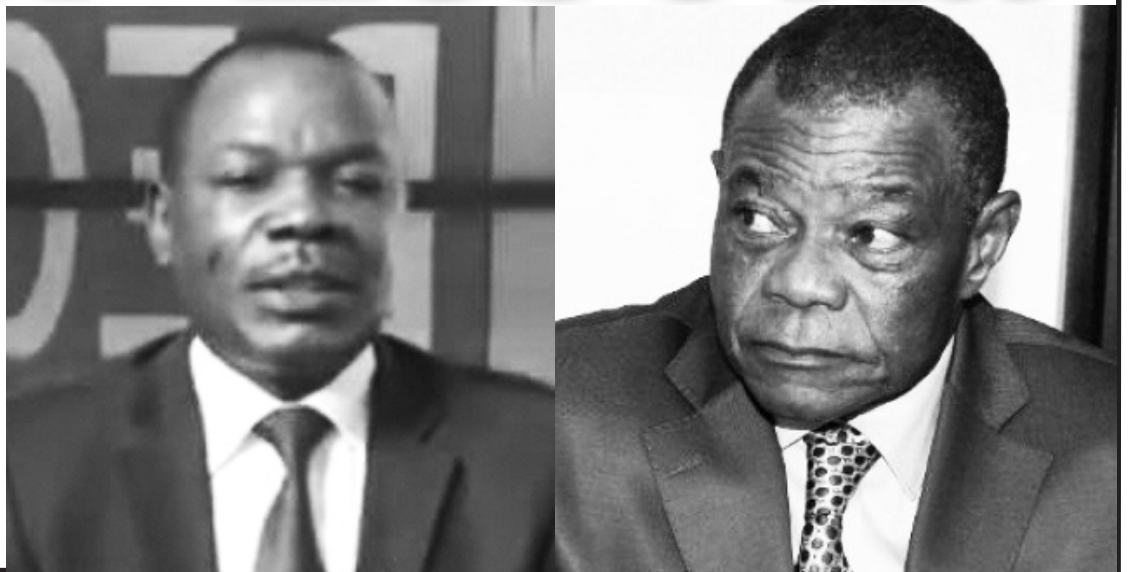


Justice

Amougou Belinga obtient la tête de Peter Essoka

• *Le président directeur général du groupe « L'Anecdote », a réussi à faire condamner le président du Conseil national de la communication pour des propos graves de diffamation*

P.5



Frankline Ndifor Afanwi

Les piliers du nouveau Cameroun

P.7

• *L'offre du candidat du Mnc à la présidentielle a été déclinée hier à Douala*



Sérail

Les versets satiriques de Christian Penda Ekoka

• *L'offre politique « Agir », du conseiller économique de Paul Biya est un compilé explicatif de « 36 ans des performances économiques et sociales médiocres. »*

P.3

Franck Hubert Ateba

«J'ai été abordé pour déstabiliser le Cameroun»

• *Les révélations du transfuge du Mrc sur les acteurs et le mode opératoire Pp.8 et 9*

INSCRIPTIONS PAR PAIEMENT MOBILE

Les premiers désagréments agacent les parents



En cette nouvelle année scolaire, la mesure de la Minesec fait déjà grincer des dents.

L'après-midi du jeudi 30 août 2018, c'est une ambiance surchauffée qui règne à l'intérieur et devant le bureau de l'intendant du lycée d'Akwa. Parents d'élèves et personnel administratif se crient dessus. Motif : les parents se plaignent de ce que les opérations d'inscription sont un véritable parcours du combattant. La mesure de la ministre des enseignements secondaires n'a donc pas tardé à prendre effet. « Lorsque vous arrivez au lycée, on vous oriente vers la banque pour le paiement des frais d'Ape, sur le

compte du lycée. Vous ramenez ensuite le reçu de versement au lycée et l'on vous remet un coupon de validation. Ledit coupon obtenu, vous pouvez enfin, aller verser les frais d'inscription, en fonction du niveau de l'élève (1^{er} cycle : Express Union ; 2nd cycle : MTN MoMo) », nous confie un parent. Visiblement agacé par cette procédure longue et fastidieuse, l'homme venu de Bamenda pour inscrire ses enfants dans la capitale économique poursuit : « Chaque fois que je quitte Bamenda, mes activités sont en péril... par ces temps qui courent. Et tel que c'est parti, il y a de fortes chances que je sois encore ici demain ». Comme lui, beaucoup de parents et élèves sont mécontents et ont du mal à retenir leur colère. « Quelle gymnastique ! » lance un

élève, en s'en allant.

Lorsque le professeur Pauline Nalova Lyonga, ministre des enseignements secondaires a annoncé cette mesure visant à réduire les désagréments liés au service dans les lycées et collèges et même dans les ménages (détournements...), les parents d'élèves étaient partagés. Pour ceux qui l'ont accueillie comme un « ouf ! » de soulagement, c'était sans compter les desiderata et tracasseries liés à la nouveauté et aux limites de l'ancrage du numérique au sein de l'administration. Sachant que cette réforme concerne également le paiement des frais d'examen officiels, on peut se demander ce qu'il en sera le moment venu.

Yémy Dominique (stagiaire).

LUTTE CONTRE LE CHOLÉRA

La Sabc offre des dons aux hôpitaux de l'Extrême-nord et du Nord

La cérémonie solennelle de remise de cet important don à 11 hôpitaux et centres de santé de la région de l'Extrême-Nord a eu lieu à l'hôpital de Maroua.

En marge du choléra qui sévit en ce moment dans les régions de l'Extrême Nord et du Nord, L'Ordre National des Médecins du Cameroun (Onmc), institution sous tutelle du Ministère de la Santé Publique et La Société des Eaux Minérales du Cameroun (Semc), première entreprise d'exploitation et d'embouteillage d'eau minérale naturelle, qui produit et commercialise Source Tanguai et Vitale, se mobilisent pour soutenir les malades à Maroua et Garoua. Ceci, en mettant à leur disposition de l'eau minérale naturelle Source Tanguai dont les vertus thérapeutiques sont reconnues favorables pour la santé.

Selon le représentant du Directeur Général, Emmanuel De Tailly, ce don que le Groupe Sabc fait aujourd'hui est la pre-



mière étape d'une opération qui va s'étendre à la région du Nord. Il est composé d'environ 20 000 bouteilles d'eau minérale naturelle Source Tanguai. Il s'agit de la contribution de la Société des Eaux Minérales du Cameroun et de l'Ordre National des Médecins du Cameroun à la lutte contre le choléra et à l'amélioration des conditions de prise en charge des malades en milieu hospitalier.

Réunis à Douala le 25 juillet 2018, la Société des Eaux Minérales du Cameroun et l'Ordre National des Médecins du Cameroun se sont enga-

gés à travers Source Tanguai à promouvoir le bien-être et la santé des populations partout au Cameroun. Ainsi durant le mois d'août dernier, ces deux partenaires ont été au chevet des malades à Maroua et Garoua.

L'eau étant vitale pour la santé, c'est environ 40 000 bouteilles d'eau minérale Source Tanguai qui ont été mises à la disposition des malades dans les centres hospitaliers suivants: - hôpital régional de Maroua - clinique du Diamaré centre de Cardiologie de Maroua - centre médical de santé Founague Maroua -

centre de santé de Djarengol Kodek Maroua - hôpital régional de Garoua - hôpital Cnps Garoua - clinique Souyhia Garoua - centre de santé Jésus sauve et guérit de Garoua.

A noter qu'au Cameroun, SEMC est la seule usine d'eau minérale naturelle à avoir trois certifications et à avoir soumis ses deux marques (Source Tanguai et Vitale) au processus de datation au carbone 14.

M.S.

SANAGA MARITIME

Le préfet Fritz Dikosso à l'école

Vu du ciel, la carte scolaire de la Sanaga maritime est assez fournie. 225 établissements relevant du Ministère de l'Éducation de base, 81 du ministère de l'enseignement secondaire. Vu de près, cette abondance pose problème. La pléthore d'établissements scolaires de la Sanaga-Maritime ne traduit pas son dynamisme, ainsi qu'a pu le confier à la presse le préfet du département, Monsieur Fritz Dikosso, qui a fait un tour lundi, 3 août, dans les écoles et lycées de la ville d'Edéa, dans le cadre du contrôle de l'effectivité de la rentrée scolaire.

La politique de rapprochement de l'élève de son établissement n'a pas encore porté tous ses fruits surtout dans les arrondissements, où les disparités sont criardes. On note des collèges et écoles sans effectifs notables, entre l'enclavement des zones rurales et concentration des formations scolaires dans ces zones souvent dépeuplées du fait de l'exode rural et des voies de communications exécrables où simplement réduites à la portion congrue. Par exemple, une école primaire au cycle encore incomplet comme à Malimba jouxte un CES en attente d'élèves ! Des cas comme celui là sont nombreux. Toutefois, monsieur le préfet a bon espoir que les autorités en charge de l'éducation pourront trouver à réguler cette situation inconfortable.

Pour le reste, la rentrée scolaire s'est déroulée dans de bonnes conditions dans la ville d'Edéa et l'ensemble de la Sanaga Maritime où les autorités administratives du département se sont déployés. Etablissements nettoyés avant le début des classes, présence effective des enseignants, bonne tenue du matériel pédagogique, etc. Le préfet a pris toute la journée du lundi pour boucler sa tournée dans les établissements publics et privés de l'Éducation de base et des enseignements secondaires d'Edéa.

Il a pu faire le constat que la nouvelle donne impulsée par le ministre des enseignements secondaires demande encore à être comprise par les acteurs pour une bonne régulation. L'implémentation sur le terrain des règlements électroniques des droits scolaires n'est pas toujours évidente et Fritz Dikosso a donné à ce propos des instructions aux responsables départementaux concernés pour mieux vulgariser ces aspects.

Face aux pressions liées à la rentrée, les parents vont connaître un répit appréciable avec la décision de reporter la mise à jour des droits scolaires au mois de décembre prochain, toutefois signale le préfet Fritz Dikosso Seme, les nouveaux programmes en cours depuis cette rentrée scolaire au niveau de l'éducation de base ne sont pas encore assimilés par les enseignants eux-mêmes. Le préfet a instruit le délégué départemental de multiplier les séminaires de vulgarisation et de faire des inspections pédagogiques régulières sur le terrain.

Edouard Kingue

NORD-OUEST

Le principal de Psst Bafut libéré

Derrick Ndue, principal du collège des enseignements secondaires confessionnels Psst (presbyterian school of science and technology) de Bafut, kidnappé lundi dernier 3 septembre 2018, jour de la rentrée scolaire, par des miliciens Adf, respire l'air de la liberté. Il a été libéré hier mardi 4 septembre après avoir passé 24h en captivité, entre les mains de ses ravisseurs. Si les circonstances de sa libération ne sont pas élucidées, toujours est-il que ce dernier est dans un état critique. Il a été amoché par ses bourreaux. Il est présentement en soins intensifs à l'hôpital baptiste de Big Mbingo dans l'arrondissement de Belo. On se souvient qu'il avait été enlevé en compagnie de sept de ses élèves au sein de l'établissement scolaire qu'il dirige. Ses bourreaux sont dans la logique du boycott de l'école dans les régions anglophones depuis pratiquement deux ans. Il avait tenu tête l'an dernier aux apôtres du boycott et conduit jusqu'à terme le programme scolaire au sein de sa structure. Les élèves avaient effectivement pris part aux examens officiels. Les séparatistes avaient ainsi vu en lui, une menace à leur autorité. Est-ce pour cette raison qu'il a été enlevé et torturé par ses bourreaux ? A l'évidence, le traitement inhumain qu'il a reçu en captivité démontre que les séparatistes lui avaient gardé dent.

M.S.

CAMEROUN

Les versets satiriques de Christian Penda Ekoka



L'économiste et conseiller à la présidence de la République a pris ses distances avec le candidat Biya, et lance un mouvement qui veut reformer le Cameroun. Dans diverses interventions, il a développé son argumentaire que nous vous présentons ici en versets satiriques.

Paul Biya

« Pourquoi me battra-t-on pour un candidat que je ne soutiens pas ? »

Slogan du mouvement « Agir »

« Quelle que soit ta condition initiale dans la vie, rien n'est écrit d'avance, Agis pour être maître de ton destin. »

Plateforme d'action

« Changer les mentalités, renforcer les capacités et influencer le champ politique afin qu'émerge un Etat réformé où règne la démocratie, la justice, le droit et la prospérité pour tous. »

Constat

« Le Cameroun présente des manifestations économiques et sociales (atonie de la croissance, aggravation de la précarité, des inégalités, de la pauvreté et de l'insécurité) d'un mal dont l'origine est profondément politique »

Références

« Dans les pays à institutions politiques ouvertes, les dirigeants à tous les niveaux – central, régional et local – sont élus par des populations devant qui ils sont comptables de leur gestion. Ces institutions politiques engendrent des incitations à la performance économique, telles que l'entrepreneuriat, la prise de risque, l'innovation, la créativité, le travail, le mérite, l'excellence »

Institutions politiques ouvertes

Les dirigeants à tous les niveaux – central, régional et local – sont élus par des populations devant qui ils sont comptables de leur gestion. Ces institutions politiques engendrent des incitations à la performance économique, telles que l'entrepreneuriat, la prise de risque, l'innovation, la créativité, le travail, le mérite, l'excellence...

Institutions politiques monolithiques

Y fleurissent le clientélisme, le favoritisme, les connivences, les privilèges, la corruption et l'impunité, qui déterminent le choix des dirigeants politiques de manière non transparente. Ceux-ci ne rendent pas compte aux populations, qui ne sont pas impliquées dans l'élaboration, la mise en œuvre et l'évaluation des décisions qui les concernent. Ainsi, les maux, issus de la sphère politique, contaminent le champ économique, et en expliquent les performances économiques et sociales médiocres.

Oxygène

« Être conseiller n'est pas mon oxygène, on ne fait rien d'extraordinaire la peur au ventre »

Fmi

Quand le Fmi congratule les dirigeants de l'Economie et des Finances d'un pays, je deviens très inquiet pour le développement de ce pays.

Fmi

Quel est le motif de satisfaction du FMI dans un pays où la pauvreté, la précarité, les injustices et les inégalités s'aggravent ; où les populations, depuis

de nombreuses années, n'arrivent pas à accéder aux services d'infrastructure de base: eau potable, à l'électricité, soins de santé, éducation, transports, logements, etc. ; où le taux de pénétration d'internet est faible ; où l'attractivité des investissements privés laisse à désirer, au point où le volume des investissements directs étrangers est quasi nul ; où l'accès aux crédits des entrepreneurs locaux est un calvaire...

Boussole

S'agissant du Cameroun, je suis inquiet pour la réalisation des objectifs de la politique poursuivie par le Chef de l'Etat, car ceux-ci visent la satisfaction des aspirations économiques et sociales de ses compatriotes, or sur ce plan nous sommes loin du compte. La boussole du Chef de l'Etat ce n'est pas le Fmi, ce sont ses compatriotes. Et les ministres sont des collaborateurs du Chef de l'Etat, et non du Fmi.

Défaillances

Quel est le mobile de vanité dans un pays où, en raison de multiples défaillances institutionnelles (carence de régulation ou de suivi des concessions), les consommateurs et les usagers sont constamment victimes ou otages des concessionnaires de service public, avec pour effet des hécatombes sur nos routes et une qualité amoindrie des prestations ?

Industrialisation

Un trait commun dans le « miracle » des pays asiatiques : des leaders étaient animés d'une volonté farouche de développer, de moderniser et d'industrialiser leurs pays. Dans cette optique, ils mirent en place des politiques volontaristes conséquentes, illustrées par exemple par des stratégies d'industrialisation tirées par les exportations vers les marchés mondiaux. Cette stratégie les forçait à « compétir » avec les meilleurs dans les processus de fabrication.

Objectifs

En définitive cette complaisance du

Fmi à notre égard fait davantage de mal que de bien à notre pays et à ses populations. A mon avis elle ne sert pas efficacement les objectifs de la politique du chef de l'Etat. Je préfère de loin des critiques qui permettent de progresser que des louanges qui nous endorment. C'est pour cela que je les exhorte à ne pas faire la politique de l'autruche ou à utiliser la langue de bois, le Cameroun et les Camerounais ont également une mémoire collective. Pour utiliser une métaphore, un médecin ne peut pas diagnostiquer une maladie pendant 25 ans et prescrire la même thérapie, et ne pas se rendre compte que le patient se joue de lui.

Entrepreneurs locaux.

C'est cette trajectoire qui permettra de maximiser le contenu local des investissements (e.g. emplois, sous-traitance et transferts de technologies). C'est cela qu'enseigne l'expérience de tous les pays qui ont accompli cette performance, notamment en Asie. En effet, ce sont ces entrepreneurs qui s'engageront dans la prise de risque, dans la valorisation des matières premières agricoles, minières ou pétrolières. Ce sont eux également qui permettront au pays de gagner le pari de l'industrialisation.

Administrateurs

On ne développe pas un pays avec des administrateurs, mais avec des entrepreneurs, des ingénieurs, des techniciens, appuyés par un gouvernement qui, comprenant le secret de ce cercle vertueux, met en place des politiques incitatives à un processus inclusif de création de richesses, à travers la production et la commercialisation des biens et services.

Enfin, et c'est très important et urgent, il faut corriger les défaillances de gouvernance économique énoncées plus haut, en matière d'allocation des ressources, de planification et de priorisation des actions publiques, de leur mise en œuvre, de leur évaluation et contrôle.

Edouard Kinguè

Coup de massue au régime de Yaoundé

Tempête ? Ouragan ? Tremblement de terre ? L'intrusion inattendue de Christian Penda Ekoka dans le champ électoral, mais du côté où on l'attendait le moins en tant que membre du Rdpc, a mis en émoi : la classe politique, les médias, les observateurs, etc. La violence des réactions tend à faire croire que la campagne électorale vient de prendre une tournure qui bouleverse toutes les analyses et hypothèses lues et attendues jusqu'ici. Car CPE n'est pas n'importe qui. On l'a longtemps présenté comme étant l'un des rares héritiers spirituels du plus grand économiste camerounais Joseph Tchoundjang Pouemi, mort dans des circonstances mystérieuses. Patron du cabinet Business Development Services (BDS), ancien directeur des études et des projets de la société nationale des investissements (SNI) et ancien administrateur délégué de l'hôtel Hilton de Yaoundé, Christian Penda Ekoka vient de donner un coup de massue au régime de Yaoundé.

L'œil et l'oreille du président Biya pour des questions économiques et stratégiques a viré de bord ? Pour où ? Difficile en l'état de dire où il posera ses valises bourrées de faits, de chiffres et surtout de propositions pour une société nouvelle. En tout cas pas dans le camp présidentiel. Nul doute qu'il va peser lourdement dans l'échéance présidentielle qui s'annonce. Nul ne doute qu'avec son départ, le pouvoir risque d'avoir du plomb dans l'aile. Nul doute que d'autres événements de cette nature vont suivre. Un leader d'opinion de cette nature ne se déploie pas sans ses disciples. Et l'on peut dire que CPE a mis le pied dans la fourmilière. Et que la débandade s'annonce inéluctable. « Qui vous dit que je veux quitter le Cameroun ? » demandait-il lorsqu'on a pensé lui proposer un poste de Vice-président à la Bad. Ni parti politique, ni syndicat, le mouvement Agir de Penda Ekoka compte de nombreux sympathisants qui se sont associés à lui voici plus d'une décennie aux réflexions ayant abouti à des propositions de réformes majeures avec comme base les causes de la prospérité et de la pauvreté des nations.

Ingénieur sorti de l'école polytechnique de Montréal dans les années 1970, il a aussi obtenu un diplôme d'études supérieures de management et d'économie et un Master en Business Administration de l'université Mac Neal.

TRANSPORT INTERURBAIN

Garanti express reprend du service

L'agence de transport interurbain avait été suspendue suite à un accident qui avait laissé un mort sur le carreau et de nombreux blessés.

Quelques jours après sa levée de suspension, l'agence de transport interurbain Garanti Express a repris ses activités. Avec de nouveaux bus, de nouveaux équipements et des prix revus à la baisse. Ceci dans le but d'attirer de nouveau la clientèle. Rendu à l'agence Garanti express de Nsam, l'un des responsables nous confie que « Nous avons été obligés d'aller faire des klaxons devant certaines agences pendant plus de deux jours pour avoir de nouveaux clients ; car ils sont nombreux qui ne sont pas au courant de la levée de sanction du ministre ». Il rajoute par ailleurs qu'« une fois qu'ils ont été avertis, nos clients sont revenus et depuis le matin ils sont si nombreux. On compte donc de nombreux départs classiques et Vip ».

La levée de la sanction de cette compagnie est contenue dans une décision signée par le ministre des transports Ernest Massena Ngalle Bibehe le 31 août dernier. Un mois après sa suspension, suite à l'accident de circulation qui a eu lieu à Mbankomo le 18 juillet 2018 dans la région du centre. Le rapport d'enquête de cet accident, qui avait officiellement fait un mort, a établi que la compagnie de transport interurbain Garanti Express « n'avait pas opéré des mesures de sécurité nécessaires pour le respect de la réglementation en vigueur ».

Une levée de suspension qui, manifestement, n'arrange pas tous les usagers. Miriam une voyageuse retrouvée



sur place justifie pourquoi elle n'emprunte plus cette compagnie : « Je ne peux plus emprunter ce bus, j'ai eu à le faire une fois et j'ai eu peur tout le long du voyage, les horaires de départ et d'arrivée ne sont pas respectés, en plus les chauffeurs sont imprudents, des freins bruts, des dépassements risqués, bref ils roulent très mal et jouent avec la vie des usagers ». L'agence continue néanmoins à accueillir ses clients inconditionnels. « Vraiment je ne sais pas pourquoi on avait suspendu cette agence. Pour moi, ils font du bon travail et roulent très bien. Ce n'est pas à cause d'un accident qu'on doit suspendre une agence ; si on veut procéder ainsi, c'est que Général devrait définitivement fer-

mer car il roule très mal » affirme Bertin un commerçant

En tout cas, les habitués de cette agence, et encore plus les responsables, peuvent se réjouir du fait que les activités ont repris surtout en ce début de rentrée scolaire. Sans toutefois oublier que l'épée de Damoclès du ministre des Transports continue à peser sur cette société de transport. Car, des descentes de terrain seront régulièrement effectuées et les manquements observés seront sanctionnés conformément à la réglementation en vigueur.

Berdiane TCHOUBOU (stagiaire)

AFRIQUE

Levée de bouclier contre l'industrie du tabac

Des organisations de lutte contre le tabac dénoncent les tentatives répétées de l'industrie du tabac qui consistent à manipuler les médias en vue de promouvoir ses nouveaux produits en Afrique. D'après ces derniers, l'industrie travaille avec acharnement pour exclure ses nouveaux produits de la législation antitabac.

Parrainée par Philip Morris International (PMI), la récente organisation d'un séminaire à l'intention des journalistes des pays anglophones et francophones d'Afrique à Johannesburg (Afrique du Sud), les 13 et 14 août 2018 a suscité la colère des organisations régionales engagées dans la lutte antitabac en Afrique. Comme un seul homme, ATCA, CTCA, Fondation pour le renforcement des capacités en Afrique, Framework Convention Alliance et Africa Centre for Tobacco Industry Monitoring and policy research ont exprimé « notre préoccupation est de dénoncer les tentatives répétées de l'industrie du tabac visant à manipuler les médias en vue de promouvoir ses nouveaux produits en Afrique ». Parce qu'il s'agit d'une stratégie pour : « semer le doute et masquer la vérité : Comment l'industrie du tabac tente de manipuler les médias africains pour promouvoir de nouveaux produits du tabac ».

Pour ces organisations de lutte contre le tabagisme, le choix du pays, la qualité des participants et même le thème de cette rencontre n'avait rien

d'anodin. « Le thème de l'atelier « Réduction de la nocivité du tabac : passerelle vers une Afrique sans fumée? » montre l'objectif de l'industrie du tabac : influencer les médias africains à soutenir l'idée que l'usage des nouveaux produits du tabac, encore appelés inhalateurs électroniques de nicotine et inhalateurs électroniques ne contenant pas de nicotine est sans danger et devrait être promu comme une alternative aux cigarettes », dénoncent ces organisations. En outre, pour ce qui est du pays, « Avec la mise en place de cadres législatifs pour la lutte antitabac dans un nombre croissant de pays, l'industrie du tabac a intensifié ses efforts de lobbying en Afrique. L'industrie travaille avec acharnement pour exclure ses nouveaux produits de la législation antitabac », décryptent les signataires de la déclaration conjointe d'hostilité contre les manœuvres sibyllines de l'industrie du tabac. Car soutiennent-ils, « Nous considérons les allégations de l'industrie du tabac selon lesquelles les cigarettes électroniques sont sans danger, comme exagérées et scientifiquement non fondées ».

Allégations mensongères des cigaretteurs

En effet, le rapport de l'Organisation mondiale de la Santé intitulé « Inhalateurs électroniques de nicotine et inhalateurs électroniques ne contenant pas de nicotine », affirme s'agissant de ces produits que : les substances toxiques contenues dans les cigarettes électroniques atteignent parfois des niveaux plus élevés que celles de la fumée du tabac ; Des métaux tels que le plomb, l'étain, le chrome et le nickel se retrouvent dans l'aérosol de certains inhalateurs électroniques à des concentrations

égales ou supérieures à celles des cigarettes traditionnelles et les risques pour la santé liés à une exposition plus élevée à ces composés sont pour le moment inconnus. Et ce n'est pas tout. Près de 8 000 arômes uniques sont utilisées dans les liquides de cigarettes électroniques, ce qui peut poser des risques importants pour la santé en cas d'utilisation à long terme, etc.

En outre, le rapport souligne l'engagement des multinationales du tabac dans la commercialisation des inhalateurs électroniques contenant ou non de la nicotine, comme une menace majeure pour la lutte antitabac. « Il est à craindre que les multinationales du tabac commercialisent ces produits afin d'expliquer leurs avantages potentiels comme une excuse pour mobiliser et influencer les décideurs politiques, les scientifiques et les défenseurs de la lutte antitabac en vue de saper la Convention Cadre de lutte antitabac (Cclat) de l'OMS, tout en renforçant leur crédibilité comme des entreprises socialement responsables », préviennent les acteurs de la lutte antitabac. En ce qui concerne les inhalateurs électroniques, l'OMS recommande entre autres : d'Eviter que les non-fumeurs et les jeunes ne se mettent à les utiliser, en prêtant une attention particulière aux groupes vulnérables ; de Minimiser autant que possible leurs risques potentiels pour la santé des utilisateurs et protéger les non-utilisateurs contre l'exposition à leurs émissions. Pour faire passer leur message en toute quiétude, des journalistes ont été utilisés sous le couvert d'un atelier.

Nadège Christelle BOWA

MAME GOR NGOM

« Le journaliste doit s'intéresser à la lutte contre le tabac, il y va de la survie de l'Afrique »

Le Directeur de publication du journal La Cloche et administrateur de <https://sensite.sn> au Sénégal pose un diagnostic sans complaisance du traitement de cette thématique par les médias. En journaliste averti, Mame Gor Ngom propose des pistes pour éviter à l'avenir les déconvenues dénoncées par des organisations de la société civile sur le continent.

Quel état des lieux faites-vous de la lutte antitabac dans les médias africains?

Je pense que dans les médias Africains d'une manière générale et spécifiquement dans la presse d'Afrique francophone, l'état des lieux de la lutte antitabac n'est pas très reluisant. Dans la mesure où on note qu'il n'y a pas assez de passion, pas assez d'engagement autour de la lutte contre le tabac. Alors que, le tabac est une épidémie comme le Sida, le paludisme, etc. Selon les chiffres, le tabac tue que ces deux maladies et bien d'autres réunis [Le tabac cause 7 millions de décès par an dont 80% dans les pays en développement. On estime que 271 961 personnes sont décédées des causes liées au tabac en 2016 en Afrique. Ces statistiques pourraient doubler d'ici 2030, Ndlr]. Malheureusement, même au niveau de la presse Sénégalaise, bien qu'il y ait des avancées dans la lutte antitabac dans ce pays, on note ce manque d'engagement qui pourrait freiner la lutte.



Qu'est-ce qui pourrait justifier le manque d'engagement que vous relevez ?

Dans la presse en général, celle africaine en particulier, certains sujets sont étiquetés comme : « pas vendable ». Cela ne devrait pas se passer comme cela. Les journalistes ont l'obligation de tout faire pour que le tabac soit combattu de manière subtile en s'outillant, en prenant des initiatives personnelles. En faisant de telle sorte que dans les investigations, les reportages... le sujet soit intéressant, accrocheur ; que le rendu soit bien fait, impeccable. Afin que le lecteur, l'auditeur ou le téléspectateur s'intéresse à la lutte contre le tabac dont on connaît les conséquences sur la santé mais aussi sur le développement durable de nos pauvres économies africaines. Donc c'est au journaliste de faire en sorte que le public s'intéresse à la lutte contre le tabac et le décideur aussi. Voilà ce qui pourrait faire avancer les choses.

Vous dites que le journaliste a un rôle à jouer pour l'éradication de l'épidémie du tabagisme en Afrique. Mais quel intérêt y a-t-il à se lancer dans cette lutte plutôt que dans une autre ?

Je pense que c'est un intérêt humain. Pour écrire sur un sujet, il faut qu'il soit d'actualité. Or la lutte contre le tabac est bien d'actualité. C'est un sujet de grande importance qui intéresse les Africains et le monde. Les journalistes sont des humains. Rien d'humain ne nous est étrange. Donc, on doit s'intéresser à la lutte contre le tabac, surtout intéresser le public. Il y va de la survie de l'Afrique ; de la survie de nos faibles économies. C'est une question de santé publique, au même titre que le Sida, que le paludisme. Or, ces autres maladies sont omniprésentes dans la presse africaine. On doit en faire de même pour la lutte contre le tabac. C'est un vaste travail, mais qui n'est pas impossible. Tous les journalistes doivent être au devant du combat. Si on parvient à convaincre, on peut vaincre cette épidémie.

L'un des problèmes qu'ont les reporters dans les rédactions est de pouvoir convaincre déjà les patrons de presse dans l'acceptation de cette thématique. Quelle astuce pouvez-vous leur donner pour rendre ce sujet vendable ?

C'est une démarche classique qui ne concerne pas seulement les questions liées au tabac. Pour rendre un sujet vendable, il faut une bonne accroche. Que l'idée du sujet soit claire au niveau du journaliste-reporter avant d'être clair pour le patron de la rédaction qui peut être le rédacteur en chef ou le directeur de publication. Si le sujet est bien défini, je pense qu'on ne devrait pas avoir de problème pour que la question du tabac soit au cœur de l'actualité dans nos quotidiens, nos radios et télévisions respectifs.

Mais le problème est qu'il s'agit d'un sujet restreint qui donne le sentiment d'avoir un intérêt notamment pécuniaire pour le journaliste qui en fait son dada dans une rédaction...

D'abord les chefs de rédaction doivent se débarrasser de certains préjugés. Aujourd'hui, l'actualité, c'est la spécialisation. On ne peut pas tout embrasser. Mais si vous avez au sein de votre rédaction quelqu'un qui s'engage dans un domaine bien déterminé, je pense qu'il faut l'encourager. Il faut balayer ce préjugé qui veut que dans chaque entreprise, il y ait un intérêt personnel. Non ! Il y a des personnes qui s'engagent dans la bonne cause, pour débarrasser l'humanité de beaucoup de morts. Le tabac est un mal qui est difficile à gérer, qui nécessite beaucoup d'engagements, de moyens pour pouvoir le vaincre. Si le reporter doit comprendre qu'il travaille pour une rédaction, le chef de rédaction doit pouvoir encourager ceux qui prennent des initiatives, ceux qui ont des passions. Certains ont un penchant pour le sport, d'autres pour la santé, l'économie ou la politique. Tous ces penchants sont à encourager pour l'épanouissement au sein d'une rédaction.

Réalisée par
Nadège Christelle BOWA

Amougou Belinga obtient la tête de Peter Essoka Essoka

Le président directeur général du groupe « L'Anecdote », a réussi à épingler et faire condamner le président du Conseil national de la communication pour des propos graves de diffamation que celui-ci aurait tenu aux antennes de Rfi, comparant sa chaîne de télévision « Vision 4 » et la Radio libre des mille collines (Rtlm) de triste renommée au Rwanda.

1-Justicier, mais pas justiciable

Mardi, 28 août 2018. Tribunal de première instance de Ngoumou, dans le département de la Mefou et Akono. Essoka Essoka Peter, président du Conseil national de la communication (Cnc), est déclaré coupable des faits de diffamation, du fait d'avoir causé des préjudices graves à la chaîne de télévision « Vision 4 ». Il écope de six mois de prison ferme, assorti de sursis pendant trois ans ; il devrait payer deux millions de fca d'amende, 785.000fca de dépens. Au titre des dommages et intérêts, Essoka Essoka Peter, est condamné à verser une somme de 15 millions de fca à la chaîne de télévision « Vision 4 ». Ces sanctions du tribunal de Ngoumou, découlent des prétentions de la partie civile, représentée par Jean-Pierre Amougou Belinga le patron du groupe « L'Anecdote », qui pour obtenir réparation des accusations et faits de diffamations graves, avait demandé une somme de 100 millions : 85 millions en réparation du préjudice causé à la chaîne de télévision « Vision 4 » et 15 millions pour le préjudice moral. L'analyse des sanctions à l'encontre du président de l'organe de régulation du Cnc, suggèrent des curiosités et des interrogations. Non pas au plan exclusif des charges et des forfaitures qui incriminent le président du Cnc; mais de par le fait que Essoka Essoka Peter, plusieurs fois convoqué par le juge, a refusé de se présenter au tribunal. Son conseil a fait deux apparitions : devant le juge d'instance ; pour déposer la requête de son client dans ses prétentions à se faire juger sur pièces ; une autre fois à la Cours d'appel du centre suite à l'appel interjeté contre la décision du tribunal d'instance de Ngoumou; puis plus jamais. Qu'est ce qui peut avoir justifié le mépris, la méprise et l'indifférence du président de l'organe chargé de régulation des médias, à fuir le tribunal, cité dans une affaire contre une chaîne de télévision ? Réguler n'est pas facile ; c'est un métier difficile et pointilleux qui à ses canons et ses règles. Réguler commande de s'en tenir à la confrontation des preuves contradictoires et irréfutables ; à la critique des sources ; et aussi à des arbitrages assortis des éléments des preuves. On ne se lève pas un matin pour devenir un régulateur dans la landernau médiatique. Le président d'un organe de régulation, dont le travail au quotidien est celui de faire entendre les parties en conflit, d'arbitrer de réguler ; faire la justice en prononçant des actes de suspension, des sanctions et des condamnations, peut-il se soustraire à la justice ; alors qu'il agit dans un costume de justicier ? Peut-il refuser d'être justiciable ; refuser de répondre aux convocations de la justice ? Qu'arriverait-il, si tous les organes de la presse écrite, audiovisuelle, suivant l'exemple du président du Cnc, refusaient de répondre aux convocations du Cnc, régulièrement saisi par des tiers ? Pour réguler, il faut avoir les instruments, les armes, les documents nécessaires, une bonne connaissance, une maîtrise incontestable des dossiers ; être à mesure de répondre de ses actes. Le président du Cnc qui s'emploie à réguler, en se comportant comme un intouchable, se place-t-il au-dessus des lois et règlements de la justice du Cameroun.



2-Aux sources de l'affaire

Essoka Essoka Peter a-t-il refusé de se défendre ? Les exactions dans les régions anglophones du Nord-ouest et du Sud-ouest, l'enlisement de la crise, la déferlante des chantages, actes de terrorisme, l'escalade de la violence, des actes de violation flagrante du droit, la somme des désaccords, des controverses, des malentendus et les incompréhensions peuvent avoir été à l'origine des dérapages incontrôlés dans ce qui est devenu, l'affaire Amougou Belinga contre Essoka Essoka Peter. La langue du président du Cnc, avait glissé au point de l'amener à dire des affirmations terribles dans les antennes de Rfi contre la chaîne de télévision « Vision 4 » ; ce que le promoteur n'avait pas digéré ; ayant attendu vainement que Essoka Essoka Peter revienne à des meilleurs sentiments, fasse amende honorable ; en reconnaissant ses erreurs, pour avoir condamné lourdement (sans preuves) la chaîne de télévision, Jean-Pierre Amougou Belinga a décidé de sévir contre cette diffamation doublée d'arrogance, en allant jusqu'au bout de la justice, dans son engagement à obtenir réparation du tort. Au commencement, il y a une plainte déposée le 03 octobre 2017 par des journalistes anglophones, auprès du Conseil national de la communication (Cnc) ; à l'encontre d'un journaliste de la chaîne de télévision « Vision 4 ». Sans attendre que l'organe qu'il dirige se soit réuni, l'on entendra le président du Cnc, se fendre en déclarations aux antennes de la Radio France internationale (Rfi), le 04 octobre 2017 (lendemain du dépôt de la plainte par les journalistes anglophones). Essoka Essoka Peter est accusé d'avoir mis en cause de manière diffamatoire la chaîne de télévision « Vision 4 » dont le promoteur est Jean-Pierre Amougou Belinga. Le président du Cnc, est accusé d'avoir déclaré à ladite date du 04 octobre à Rfi, que la chaîne de télévision « Vision 4 », et son directeur, pourraient s'apparenter à la Radio libre des mille collines (Rtlm) de triste renommée au Rwanda.

« Les médias dans une période de crise comme celle-ci, doivent faire preuve de beaucoup de responsabilité. Nous sommes dans une période sensible. Demander à des gens de s'attaquer à d'autres est inadmissible. Et nous allons traiter cela avec beaucoup de sérieux. Ce genre de chose est arrivé au Rwanda en 1994 avec la Radio libre des mille collines (Rtlm) avec les

conséquences que l'on sait. Est-ce cela que souhaitent ces télévisions en utilisant leur langage de haine » lance Peter Essoka à Rfi. Furieux et ivre de colère, Amougou Belinga justifie sa folle course et la saisine de la justice, du fait « qu'en prétendant, même par insinuation ou allusion que « Vision 4 » incite le peuple à la haine, au génocide et en comparant la chaîne de télévision à la Radio libre des mille collines (Rtlm), Essoka Essoka Peter impute ainsi à cette chaîne, les faits dans des conditions de l'article 152 du code pénal ; faits diffamatoires qui portent atteinte à l'honneur, la considération de ladite chaîne de télévision dont Amougou Belinga est le promoteur » explique le conseil d'avocats. Lorsque le 28 décembre 2017, Jean-Pierre Amougou Belinga traîne le président du Cnc au tribunal, ce n'est pas essentiellement à cause des sanctions du Conseil national de la communication (Cnc) qui a frappé ses collaborateurs, de suspension d'antenne ; il sort de sa réserve, s'insurge, dénonce et saisit le Tribunal d'instance de Ngoumou pour des faits de diffamation qui incriminent Essoka Essoka Peter. Il a attendu trois mois, pour voir le président du Cnc, regretter ses déclarations ; en vain. Au rendez-vous de la première audience, le président du Cnc, se fait représenter par son conseil. Il est détenteur d'une lettre par laquelle, Essoka Essoka Peter veut être jugé sur pièces. A l'audience du 17 janvier 2018, le juge rend un jugement d'avant dire droit où, il rejette la demande du prévenu, en conformité avec l'alinéa 2 de l'article 350 du code pénal. Il est à noter que l'accusé a préalablement invoqué le même article 350 dans son alinéa 1. La décision du juge de Ngoumou est à son tour attaquée à la cours d'appel du Centre. A son tour, la cours d'appel tranche ; confirme le jugement d'avant dire droit, débouté les prétentions des avocats conseils de Essoka Essoka Peter et renvoi l'affaire devant le tribunal de Ngoumou. Le reste se fera sans la présence : ni des conseils ni de l'incriminé. Dans ses réquisitions intermédiaires, le procureur de la République a demandé que l'accusé soit reconnu coupable des fautes de diffamation, selon les articles 152 et 305 du code pénal. Essoka Essoka Peter est condamné à six mois de prison ferme, assorti de sursis pendant trois ans ; au paiement de deux millions de fca d'amende, 785.000fca de dépens ; une somme de 15 millions de fca au titre des dommages et intérêts, à verser à la chaî-

ne de télévision « Vision 4 ».

3-Leçons des choses

Selon des sources collectées auprès des avocats conseils d'Essoka Essoka Peter, le rodéo judiciaire est loin d'être achevé. Ses conseils ont fait pourvoi à la cour suprême. Même si, selon une certaine opinion, cette voie de recours a très peu de chance de prospérer ; le pourvoi en matière civil n'étant pas selon des magistrats aguerris, suspensif de l'exécution. Pour ce qui est des enseignements et des leçons : sur le refus de Peter Essoka de se présenter devant le tribunal. Si certaines langues y trouvent une attitude indigne du patron de régulation ; avec des effets que celle-ci peut être copiée et faire jurisprudence, d'autres affirment que l'incriminé avait honte d'aller se faire humilier devant le juge. « Personne d'autre que lui et peut-être ses conseils, ne peut expliquer le refus radical de l'accusé, de venir devant la barre. Son conseil a fait juste deux apparitions ; on constate que Peter Essoka a refusé de se défendre. En tant que avocat-conseil défendant notre client, Jean-Pierre Amougou Belinga, nous avons simplement plaidé pour sa cause ; le tribunal nous a donné raison » lance Me Joseph Bayiha. En faisant le choix de ne pas comparaître, Peter Essoka a-t-il négligé la justice ? Ne devrait-il pas prêcher par l'exemple quand on sait que le conseil national de la communication qu'il dirige et qui a force des suspensions et des sanctions, fonctionne de la même manière qu'un tribunal ? Quoi et que dire du promoteur de la chaîne de télévision qui est allé jusqu'au bout de la recherche de la justice, « La télévision a été gravement diffamée. L'accusé ne pouvait rapporter les éléments de preuve. En plus d'avoir gardé son mutisme, il n'a pas voulu s'amoindrir. Les faits de diffamation sont d'une si grande gravité car nous sommes dans une radio mondiale ; avec une large couverture. Il fallait que le droit soit dit » conclut Me Joseph Bayiha.

Haut fonctionnaire de son état ; journaliste émérite au talent expertisé, Essoka Essoka Peter avait-il à perdre son sang froid, à se fendre en déclaration alors que son rôle de président du Cnc, l'oblige à un droit de réserve ? N'était-il pas plus probant pour l'incriminé d'agir dans l'ombre du Cnc, en tirant les marrons du feu au lieu de faire des déclarations à visage découvert ; avant même que le Cnc n'ait pu statuer sur les contours de la plainte des journalistes anglophones ? L'ultime leçon en guise d'enseignement à tirer de cette mégalo-manie présidentielle est celle de sensibiliser Essoka Essoka Peter, à bien se tenir avant de se répandre dans les médias. Ces errements font peur qu'il en soit ainsi au sein du Cnc ; rendent ardues, incongrues et difficiles à accepter, certaines décisions prises par des gens qui n'ont pas la compétence et les qualifications requises dans le domaine de la régulation. Jean-Pierre Amougou Belinga affiche sa détermination, une ferme démarche à recourir très souvent, devant le tribunal, contre tous ceux qui instrumentalisent le conseil national de la communication ; des hommes qui à ses yeux, transforment l'organe de régulation en un instrument de chantage, pire, en une véritable arme de trafic d'influence et de monnayage des sanctions. « Depuis 1995, date de création du groupe de presse « L'Anecdote », nous n'avons point ménagé d'énergie ; bien au contraire, nous avons mené des batailles de longue haleine pour porter la structure le plus loin possible. Nous n'entendons pas céder à la tentation de certains activistes, des ennemis, détracteurs et personnes mal intentionnées, de multiplier des entraves et obstacles divers sur notre chemin, dans le but de nous fragiliser. Nous ne céderons ni au chantage, encore moins aux menaces, mêmes voilées » martèle Jean-Pierre Amougou Belinga.

Souley ONOHILO

1-MANŒUVRES ÉLECTORALISTES

La course piégée vers les alliances

Depuis que la liste définitive des candidats autorisés à concourir pour l'accession à la magistrature suprême du 7 octobre prochain a été arrêtée, l'heure est désormais à une bataille rude d'avant match. L'enjeu est de savoir qui fera le plus grand nombre d'alliés avant de fouler la pelouse.

Le fauteuil du Palais d'Etoudi, telle une belle désirée par neuf prétendants, se livrera au finish à un seul. Il n'y a pas de place pour deux. Derrière les rideaux ou dans les vestiaires avant la partie fixée au jour dit, le 7 octobre 2018, les états-majors fourbissent les armes et ne se font aucun cadeau. C'est le Rassemblement démocratique du peuple camerounais (Rdpc) qui a ouvert les hostilités, en débauchant du camp de l'opposition, 20 partis politiques. C'était le 20 juillet 2018, précisément au moment où au sein de l'opinion, des cris se levaient pour demander une coalition de l'opposition, que le parti de Paul Biya décide de frapper son coup. On minimise l'ampleur, mais tous grimacent de douleur. Les hommes sur qui les adversaires de Paul Biya misaient ou pouvaient miser, ont accepté ou ont décidé de migrer de l'autre côté. La question n'est pas de savoir combien vont les suivre dans leur « égarement », mais c'est surtout le choc psychologique porté à la sérénité de l'opposition, qui est d'intérêt. Un coup K.O., dirait-on.

Et en plus, le discours met en évidence une certaine fébrilité ou déception : « trahison », d'aucuns parlent de « vagabondage » ou de « prostitution ». Pire encore, ces « nouveaux convertis du Rdpc » ont cette mauvaise manie de causer à tout rompre, tirant sur les cibles qu'ils ont protégées hier. Le reniement en clair. Ils sont connus : Jean de Dieu Momo, Banda Kani, Joachim Tabi Owono, Bapooch Lipot, et la liste continue. Les propos incen-



diaires sont leur lot. Le président du parti les Patriotes démocrates pour le développement du Cameroun (Paddec) de Me Jean De Dieu Momo se lâche : « Moi, j'ai choisi de supporter le candidat Paul Biya qui est déjà aux affaires, qui a déjà l'armée, qui est déjà le chef d'état-major des armées, pour qu'on maintienne le Cameroun dans la paix, dans la stabilité... C'est la meilleure décision que je n'ai jamais prise de ma vie ! » Bapooch Lipot, quant à lui enfonce : « Pour le moment, au regard des enjeux, en attendant que l'opposition camerounaise puisse proposer à son peuple une alternative structurée, nous disons que nous ne pouvons pas porter notre choix sur l'aventure ».

Dans cette initiative, le Rdpc sait que le G20 a donné ce qu'il pouvait : fragiliser la sérénité de l'opposition. A côté, le parti des flammes cherche maintenant à frapper un autre au sein de quelque parti politique qui se met au-devant de la scène. Dans l'Extrême-Nord, le Président de l'Assemblée nationale (Pan), grande élite du parti au pouvoir, ne s'embarrasse pas de faire feu sur tout parti d'opposition qui bouge dans ses cinq mètres cinquante. Son dernier fait d'arme : il a réussi à débaucher quelques militants de Serge Espoir Matomba dans sa région. Mais ce n'est là qu'un lot de consolation, car il brûle d'envie d'en découdre avec Mamadou Mota qui lui a

déjà fait passer par monts et vallées. Le problème est qu'aujourd'hui, tout se passe à un mois du scrutin présidentiel dans sa région, comme si un esprit maléfique est venu souffler du soufre dans l'esprit de ses administrés pour consumer toute forme de docilité et les ouvrir à la rébellion. Ainsi va la région, fille aînée du renouveau.

La guerre des alliés au sein de l'opposition

L'opposition elle-même, a cette propension à glaner ailleurs pour constituer une force dominante. Dans l'opinion, il y a une frange qui pense que l'enjeu pour l'opposition camerounaise est la place de leader de l'opposition. A les y forcer à reconnaître cela, beaucoup de partis ne se laissent pas prendre au jeu et répliquent que leur objectif est le fauteuil d'Etoudi et rien d'autre. Pour en arriver là, à défaut de faire force et cause communes pour déloger Paul Biya du palais de l'Unité, les partis de l'opposition se jettent corps et âme dans ce qui est convenu d'appeler « la politique de l'absorption ». Si à première vue, c'est une initiative médiatique énorme, dont psychologique dans la structuration ou la construction de la conviction de l'électorat, il va sans dire aussi qu'il n'apporte pas toujours les fruits escomp-

tés. L'électorat sait qui vaut quoi et peut faire quoi, dira-t-on. La campagne politique en réalité n'est que la cerise sur le gâteau. Evidemment là, c'est une autre longue histoire. Il peut arriver et c'est ce qui arrive déjà, qu'à force de vouloir faire des coalitions contre-nature, à vouloir se présenter aux Camerounais comme le parti politique vers qui converge l'essentiel de la population, de par le nombre de partis qui soutiennent la candidature, on se met en difficulté. Les médias rapportent que sur ce plan, le Rdpc est au premier rang suivi de Akéré Muna, et la liste continue. C'est par là que le mal arrive, c'est un chemin tracé pour les forces du mal, pour entrer très rapidement au sein de l'équipe de campagne, tel un virus informatique, et commencer à inhiber toutes les initiatives qui pourraient mettre à mal la galaxie de Paul Biya.

Ainsi, après avoir réussi le tour de se faire investir par le parti politique le Front populaire pour le développement (Fpd), de s'attacher les services d'Habiba Issa la présidente de l'Union des populations du Cameroun (Upc), contestée de toutes parts et ce dans un parti qui ne sait plus où il en est, voici que le candidat Akere est avec le Manidem. Et là encore, badaboum. En effet, le samedi dernier, 1^{er} septembre 2018, le Mouvement africain pour la nouvelle indépendance et la démocratie (Manidem), annonçait officiellement son soutien au candidat Akere Muna, signé par Dieudonné Yebga. Le lendemain, le 2, c'est Anicet Ekane qui déniait toute qualité de signature à ce dernier, le traitant au passage de « d'un ex-militant du Manidem, égaré et exclu de la formation politique. » Quant à Akere Muna, il le traite de « Challenger pour la deuxième place derrière Paul Biya qui se livre à une opération de brigandage politique. Comment ne pas douter alors de la sincérité d'un tel candidat quand il affirme vouloir en finir avec le régime Biya ? » C'est une situation qui va aller en s'amplifiant car en face, on ne fera aucun cadeau. Comme on peut le voir, le désir de faire des coalitions ne va pas sans désagréments.

Leopold DASSI NDJIDJOU

2-RENTREE SCOLAIRE 2018

Le message des candidats à la communauté éducative

Trois candidats à la présidentielle du 07 octobre prochain, ont choisi d'adresser des messages réconfortants à l'endroit des enseignants, des élèves et de leurs parents. Il s'agit de Serge Espoir Matomba du Parti uni pour la rénovation sociale (Purs), de Cabral Libii Li Ngue de l'Union nationale pour l'intégration vers la solidarité (Univers) et du président de l'Union démocratique du Cameroun (Udc), Adamou Ndam Njoya.

SERGE ESPOIR MATOMBA

« Ne vous laissez pas distraire par la facilité et la tricherie »

En ce jour de rentrée scolaire au Cameroun, je voudrais adresser mes encouragements aux élèves, parents et enseignants. Aux parents, vous êtes les premiers éducateurs des enfants, vous avez la lourde tâche de les soigner, de les nourrir et de veiller sur eux pendant une bonne partie de leur vie. Dans un environnement où l'économie est morose et les salaires des activités que vous menez ne reflètent pas vos efforts, votre tâche est ardue mais louable. Tout en félicitant votre détermination et votre amour pour vos enfants, je vous souhaite beaucoup de courage et de joie lorsque la fin d'année scolaire sonnera. Aux élèves, vous êtes les principaux acteurs de cette année scolar-

re. Vous êtes notre avenir, l'espoir de la nation à laquelle nous aspirons. Soyez conscients que l'éducation vous rendra libres, ne vous laissez pas distraire par la facilité ou la tricherie. La réussite d'une année scolaire débute dès le premier jour d'école. Aux encadreurs et personnels enseignants, votre métier est le meilleur sacerdoce qui soit et le socle de la fierté et de l'engagement. Le travail que vous abattez est négligé et ignoré de beaucoup, votre salaire est dérisoire et la reconnaissance qui vous est due n'existe pas. Le Cameroun a besoin d'une refondation du système éducatif et ceci passera par vous...».

ADAMOU NDAM NJOYA

« L'éducation ne s'arrête pas dans un monde où l'on doit toujours s'améliorer »

« ...Quand moi, j'étais jeune, mes vacances variaient d'un séjour chez un parent en ville, ou dans un village où l'on s'adonnait aux activités champêtres et autres... C'était des moments exaltants, si bien qu'aujourd'hui, tout ce que nous entreprenons, que ce soit sur le plan culturel, économique, social, environnemental, spirituel ou religieux... en est profondément marqué. Je suis conscient que le contexte a beaucoup changé. Que très peu de familles ont le privilège de pouvoir s'offrir des vacances, ou d'en offrir à leurs enfants. La crise sécuritaire dans notre pays nous dissuade d'aller librement partout là où l'on aurait voulu aller.

L'état de nos routes qui a des conséquences sur le transport, d'un point à l'autre, en est une autre entrave ; les réseaux ferroviaires et aéroportuaires

étant restés au stade embryonnaire. Le manque d'infrastructures d'accueil et de loisirs, dans nos localités est criard, dans ce sens que, même quand on peut ou l'on veut organiser un voyage dans nos belles régions, c'est toujours difficile. Le manque de moyens est la raison la plus commune... Nous ne pouvons arriver que si nous sortons de la situation où des individus se sont accaparés de notre système éducatif, et dont la dispersion reflète à suffisance le peu d'intérêt manifesté à l'Education, mère de tout développement durable. Malgré tout, je sais aussi que, de par la grande et admirable capacité de résilience que vous avez développée, vous vous êtes attelés à préparer la rentrée des enfants, comme vous l'avez pu. Bon courage.

Nous allons continuer ensemble. L'éducation ne s'arrête pas dans un monde où l'on doit toujours s'améliorer, chercher, créer. L'éducation demeure le meilleur des investissements. Occupez vous bien des enfants : veiller à les soigner, à les nourrir, à les vêtir ; Aménagez des espaces à eux dans la maison. Continuez à leur inculquer des notions d'hygiène, de propreté, de respect, du sens du travail et de la discipline. C'est tout cela qui va faire d'eux, les meilleurs citoyens camerounais de demain. Notre pays en a grand besoin. Le programme de l'Udc pour ce qui est de l'éducation nationale nous situe dans la dynamique des différentes actions politiques, économiques, sociales, culturelles, environnementales à entreprendre ensemble ».

CABRAL LIBII LI NGUE

« Je vais créer un environnement pour alléger le far-

deau qui est le vôtre »

« Mes chers compatriotes, l'année scolaire 2018-2019 s'ouvre dans un contexte particulier dans notre pays. Des troubles en zone anglophone qui menacent la reprise effective des cours créent un contexte social difficile pour tout le monde. Je suis conscient de toutes ces difficultés et je m'adresse à vous. Aux élèves, je vous demande, de faire preuve d'efforts et d'avoir confiance. Vous êtes l'avenir ! Réalisons ensemble le défi de la réussite pour triompher de l'ignorance, de la pauvreté et du chômage afin de construire ensemble un Cameroun qui protège et qui libère les énergies. Aux enseignants, je reconnais que vos conditions de travail sont extrêmement rudes. Fils d'enseignant que je suis, je connais mieux que quiconque ce que vous endurez. Votre noble métier ne sera plus un fardeau sous mon magistère ces difficultés prendront fin. Je fais la promesse ferme qu'une fois élu, je m'engage à traiter vos problèmes avec beaucoup d'attention. Aux parents, l'héritage le plus fructueux qu'on puisse laisser à un fils, c'est une solide éducation et une profession honorable, je reconnais qu'envoyer un seul enfant à l'école est déjà un défi en soi. Soyez rassurés avec une éducation de mission et d'innovation vos efforts et ceux de vos enfants à l'école ne seront pas vains. C'est pourquoi ma vision du Cameroun place l'humain au centre de ma politique. Je vais créer un environnement social qui tendra à alléger le fardeau qui est le vôtre en cette période de rentrée ».

Goupillés par
Rostand TCHAMI

PRÉSIDENTIELLE 2018

Paul Atanga Nji, Paul Biya et l'avenir du Rdpc

Depuis son entrée au gouvernement le 2 mars 2018, en qualité de ministre de l'Administration territoriale (Minat), Paul Atanga Nji ne s'est donné aucun moment de répit, tellement et si bien que cet activisme militant débordant peut déteindre sur la crédibilité du scrutin du 7 octobre.

Entré au Gouvernement en remplacement d'Emmanuel René Sadi, rappelé à la présidence de la République à son poste de ministre chargé de mission qu'il avait déjà occupé entre 2009 et 2011, Paul Atanga Nji s'installait sur son fauteuil de souveraineté avec deux handicaps : la crise anglophone et la dimension de son prédécesseur. Après 6 mois en poste, si la crise anglophone bat toujours son plein, le natif du Nord-Ouest aura réussi l'exploit d'imprimer sa marque d'action non pas seulement par un activisme effréné mais surtout par un militantisme sans nul pareil. Ce zèle débordant du patron de l'Administration le départit de toute la neutralité politique qui empreint l'action administrative. A bien vouloir trop faire, de placer Paul Biya au début et à la fin de toute action qu'il initie, Atanga Nji incurve la trajectoire qui est la sienne, s'éloignant de plus en plus des qualités de discrétion et d'efficacité attendue de l'Administration. Dans cette nouvelle posture, il va de soi que le locataire de l'immeuble à côté de l'ancien palais d'Amadou Ahidjo, fait le lit de la défiance de ses partenaires sociaux et surtout de l'opposition, voire de la communauté internationale.

Les chefs traditionnels aux commandes

L'une des actions les plus embarrassantes ou des plus compromettantes du patron de l'Administration camerounaise, est l'exploit d'avoir convoqué obligatoirement les traditions camerounaises dans l'enceinte politique. En effet, les traditions et les coutumes, par essence locales, font la diversité et la richesse de la nation camerounaise. C'est un patrimoine qui a survécu à l'autodafé colonial. C'est ce peu qui ressemble à un tison arraché du feu, que l'administration veut soumettre abso-



lument à l'autorité du pouvoir politique, décimant ou fragilisant ce souffle national. Et en cela, c'est Atanga Nji qui est aux commandes. Ainsi, partout où il passe, tous les chefs traditionnels sont conviés ou obligés de lire des motions de soutien indéfectible à Paul Biya. Mais, voit-il le revers de la médaille ? Evidemment dans l'aménagement jacobin du pouvoir, on pourrait comprendre de tels agissements. Toutefois, dans un pays où on veut créer la pensée unique, le pouvoir unique, l'autorité unique, il va sans dire que ce pays-là, va droit au mur. Il faille ici, reconsidérer les syndromes de la déshérence du peuple Bamoun dans la région de l'Ouest, où précisément parce que le souverain, le sultan Ibrahim Mbombo Njoya s'est invité dans l'arène politique en faveur du parti au pouvoir, a cristallisé une frange importante de son peuple contre son pouvoir ancestral.

On pourrait trouver aisément des arguments oiseux pour s'extirper de cette donne nauséabonde mais il n'en n'est pas moins vrai que dans le Noun, le politique Adamou Ndam Njoya a le vent en poupe et ce pour longtemps car, l'implication du sultan dans le jeu politique est synonyme de haute trahison dans la conscience collective de son peuple. Un autre exemple, toujours à l'Ouest, est le cas des Hauts-Plateaux où le pouvoir, à dessin de contrer l'ascension fulgurante de Maurice Kamto, a cru bon de jeter le roi des Baham à l'assaut du bastion du département contre le Mouvement de la renaissance du Cameroun (Mrc). Déjà, les

indices concordants montrent, si on s'en tient à l'esprit qui anime la population dans le département, une défaite inéluctable du pouvoir dans cette circonscription administrative. Dans cette lente agonie collective des valeurs traditionnelles au contact de la politique, on se souvient de la déclaration d'un roi clamant devant les médias : « Je suis l'épouse du Rdpc ».

Un roi épouse, allez chercher où se trouve l'erreur. Allez demander au peuple ce qu'il en pense ? Rire ou en pleurer ? Voilà le résultat net de l'incursion nette des politiques dans les chefferies ! Il faut le dire clairement, le fait qu'Atanga Nji demande par exemple aux chefs Sawa d'appeler Paul Biya à se présenter comme leur candidat, traduit à suffisance cette naïveté de croire que les populations suivent mécaniquement les chefs traditionnels. Erreur. Ce mélange de genres, au lieu de faire le jeu du pouvoir, le dessert certainement. A chaque descente du ministre, il y a toujours comme une frénésie de soutien au candidat Biya. Au regard des déclarations à la suite de ses différentes réunions de prise de contact dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, de l'Ouest, du Littoral, de l'Adamaoua, etc., on se demande si le Minat n'est pas déjà en pleine campagne pour le candidat Biya.

Administration politisée

Atanga Nji, dans sa campagne en faveur du candidat Biya embarrasse à coup sûr ses collaborateurs directs par un engagement politique direct et ouvert.

Cette nouvelle donne les met à mal car ils sont malgré eux obligés d'exposer leur appartenance politique alors que la République les appelle à la réserve et à la neutralité. La politisation à outrance de l'administration sonne le glas de la démocratie, de la liberté tout simplement. Les devanciers d'Atanga Nji, pour ne citer que les plus récents, Marafa Hamidou Yaya, René Emmanuel Sadi, étaient ou sont des fidèles du Président de la République. Mais, ils gardaient une certaine distance, un certain détachement de l'implication collusoire avec le Rassemblement démocratique du peuple camerounais (Rdpc). Etant la tutelle de toutes les associations, le Minat se doit d'être au-dessus des partis politiques et non d'être à l'intérieur d'un quelconque parti. Il y a un risque certain si l'administration se politise ouvertement.

Bien plus encore, ses collaborateurs déconcentrés qui sont les gouverneurs, préfets et sous-préfets, ne sont pas en reste. Sur le terrain, dans ses initiatives militantes, ils sont obligés, eux aussi de s'afficher. Au demeurant, personne ne va croire qu'il y ait un seul chef de terre qui soit contre le Rdpc et Paul Biya. La nouveauté est qu'Atanga Nji fait ouvertement ce que les autres font derrière les rideaux. Souvenirs. Le G20 et le G35, sont ses initiatives. Le G20 est le regroupement de 20 partis politiques de l'opposition qui décident de soutenir la candidature de Paul Biya alors que le G35 est une conglomération de 35 associations actives sur le territoire national qui s'engagent derrière le candidat Biya. Pour arriver à ses fins, il frappe fort.

C'est lui qui démantèle l'Union des populations du Cameroun (Upc), en mettant Bapoh Lipot sur selle contre les dirigeants élus du parti. Au sein du Cameroon people party (Cpp), le ministre est passé avec tous les désagréments que cela a entraînés. Il ne se prive pas d'intervenir dans les associations privées, dès lors que l'élection de son candidat est en jeu. A dire vrai, Atanga Nji est l'homme le plus actif pour la victoire de Paul Biya. Le problème est celui de la discrétion dans l'action. Car personne n'est dupe pour penser qu'un ministre de souveraineté de première main soit occupé par un opposant. C'est un poste éminemment politique qui exige de la mesure et de la subtilité dans les manœuvres. Jusqu'où ira Atanga Nji pour que son champion rempile ? Question à deux sous.

Léopold DASSI NDJIDJOU

OFFRE PROGRAMMATIQUE

Frankline Ndifor A : une vision en sept axes

Le porte-flambeau du Mouvement citoyen national camerounais (Mcnc), candidat inspiré par Dieu, à la présidentielle du 7 octobre prochain, a dévoilé hier mardi, 4 septembre 2018, les articulations majeures de son projet de société pour un Cameroun nouveau.



Frankline Ndifor Afanwi, candidat à la course pour l'unique fauteuil présidentiel, pour le compte du Mouvement citoyen national camerounais (Mcnc) a voulu sortir des sentiers battus. Une conférence de presse atypique tenue hier mardi 4 septembre 2018, a permis à celui qui est, par ailleurs pasteur de la Kingship international ministries, dont le siège social est à Bonabéri dans l'arrondissement de Douala IV, de décliner dans une formule, qui lui est propre, les contours

du projet de société qu'il a concocté dans l'optique de voir naître, un Cameroun nouveau. Des hommes et femmes des médias venus en grand nombre aux côtés des fidèles qui se confondaient aux militants et sympathisants, ont rongé d'abord leur frein.

Le candidat ayant choisi de faire durer le suspense quant au dévoilement de son offre programmatique. Pour ce premier grand rendez-vous avec la presse nationale, Frankline Ndifor Afanwi n'est pas passé par monts et par vaux pour satisfai-

re la curiosité de plus d'un. Dans un style bilingue, alternant aussi bien les langues de Charles Dickens et de Guillaume Apollinaire, celui qui aspire à piloter le bateau ivre du Cameroun au soir du 7 octobre 2018 veut voir un pays nouveau, démocratisé profondément par l'institution d'un mandat présidentiel à 5 ans renouvelable une seule fois, la mise en place d'un Parlement totalement indépendant du pouvoir exécutif pour consacrer la logique de séparation des pouvoirs, chère à Montesquieu.

Fédéralisme

Dans le même temps, le porte-flambeau du Mcnc caresse l'espoir d'un pouvoir judiciaire libéré des interférences de l'exécutif. Au sujet de la gouvernance institutionnelle, Frankline opte pour la réduction du nombre de ministères budgétivores histoire de contribuer aussi à la réduction du train de vie dispendieux des agents et grands commis de l'Etat. Par-dessus tout, ce candidat annonce sa préférence pour

le fédéralisme, forme de l'Etat qui lui semble à même de renforcer le pouvoir des collectivités territoriales locales. Dans la foulée, dès sa prise de pouvoir de manière démocratique, il va prescrire un audit général. Toutes choses qui lui permettront d'évaluer les ressources financières disponibles ainsi que l'ardoise de la dette globale du Cameroun.

Au plan économique, Frankline Ndifor ambitionne de doper les capacités de production énergétique socle de l'industrialisation. Dans la foulée, l'accent est mis sur la digitalisation et la numérisation. Le système financier, bancaire, d'identification... Non sans oublier la volonté de recommander la transformation de nos matières premières sur place avant exportation pour créer la richesse et lutter contre le chômage avec une politique fiscale et douanière incitative qui va permettre d'accroître les investissements. La lutte contre la corruption est une exigence chez cet homme de Dieu qui entend la combattre

par la digitalisation et l'instauration de la transparence dans toutes les transactions. Pour ce qui est des transports, l'offre prend en compte la construction des autoroutes et des métros. La magnétisation du péage routier pour réduire le contact des personnes physiques avec l'argent liquide...

Au plan social, le champion du Mcnc veut réformer l'école, perfectionner le système de santé, doper la lutte contre l'insécurité en systématisant l'utilisation des caméras de surveillance. Au plan culturel, le prophète mise sur une restructuration de la gestion du droit d'auteur qui devra permettre à tout créateur de l'esprit de vivre décemment de son art. La gouvernance sportive sera l'apanage d'anciennes gloires pour permettre de détecter de nouveaux talents et l'éclosion de nouveaux champions. Autant le dire, Frankline Ndifor Afanwi veut un Cameroun riche, prospère et démocratique.

Alain NJIPOU

«J'ai été abordé par un Colonel pour partic

Rescapé d'un enlèvement par des hommes armés à son domicile à Yaoundé, l'homme qui a séjourné à la Police judiciaire de Douala est à l'origine d'une vidéo sur les réseaux sociaux dans laquelle il évoque sa tentative d'enrôlement dans un projet de prise de pouvoir par la force au Cameroun. Dans cet entretien, il donne des précisions sur le projet de déstabilisation qu'il affirme en cours ainsi que celui lié à l'élimination du président de la République. Qui sont les acteurs? Quel est le mode opératoire? L'homme qui s'exprime dans ces colonnes indique avoir transmis toutes les ficelles de l'affaire à qui de droit. Appréiez !

Dans une vidéo que vous avez publiée sur les réseaux sociaux, le 3 septembre 2018, vous déclarez avoir été enlevé de chez vous à Yaoundé puis conduit à Douala. Qu'est-ce qui s'est passé de manière précise?

La vidéo est suffisamment édifiante. J'étais à mon domicile le 24 août aux environs de 10 heures. J'ai entendu quelqu'un crier mon nom en entrant dans mon domicile. Il s'agit d'un gendarme en service au poste qui se trouve juste en face de mon domicile. A peine il s'est installé dans mon salon que quatre autres individus sont aussi entrés avec des lunettes noires aux yeux. Ils s'étaient rendus à la gendarmerie où ils se sont présentés comme étant des éléments de la Police. Ils n'ont pas pu présenter les documents justifiant le motif pour lequel ils disaient avoir été mobilisés par leur hiérarchie. Ils se sont présentés comme des éléments de la Police judiciaire. Ils ont décliné l'invitation à s'asseoir que j'ai formulée à leur endroit, tout comme ils n'ont pas pu me présenter un document attestant de l'objet dont il se réclamait. A savoir mon interpellation. Ils m'ont juste dit qu'ils sont venus me chercher et qu'ils n'avaient pas de discussions à faire avec moi. Sur mon insistance, ils m'ont montré la photocopie d'un document qui n'était pas un mandat. J'ai voulu le lire mais ils ne me l'ont pas permis. J'ai néanmoins réussi à voir que le nom qui y était écrit semblait le mien quoique mal orthographié. Le document ne comportait aucune autre information relative à ma personne. Je leur ai fait remarquer que ce document ne correspondait à rien et que je n'avais été informé d'aucune procédure me concernant. J'ai observé dans le même temps que l'un d'eux essayait de subtiliser quelque chose dans mon salon. Tout comme les autres essayaient d'essuyer systématiquement tout ce qu'ils touchaient. Ces manœuvres m'ont mis la puce à l'oreille. D'autant plus que depuis six mois, je vis des choses indicibles.



Avant d'évoquer les précédents, comment vous retrouvez-vous à Douala?

En effet, j'ai lancé une vidéo et, c'est en ce moment que l'un d'eux a bondis vers moi pour s'emparer de mon téléphone. En ce moment, le gendarme d'en face est allé demander à son patron de venir. Lequel a refusé. En ce moment, ils se sont mis à taper sur moi parce que je refusais de les suivre. C'est en ce moment que les casses que vous observez sur la vidéo ont été faites. C'est ainsi qu'ils m'ont passé les menottes de force et m'ont précipitamment sorti de chez moi pour leur véhicule. Ils ont démarré en trombe et, arrivé quelque part vers le quartier Etoudi, ils ont garé et l'un d'eux est sorti avec mon téléphone et en est revenu quarante minutes plus tard. Ils ont à nouveau démarré le véhicule et nous avons fait plusieurs arrêts en route. Ils garaient la voiture à l'abri des regards à chaque fois. Lors d'un arrêt, j'ai réussi à attirer l'attention des policiers qui passaient. Je leur ai dit que j'ai l'impression d'être enlevé. Je leur ai prié d'identifier les gens qui m'entraînaient de force. C'est ainsi que deux commissaires de police sont arrivés. Ils leurs ont posé des questions. Ils ne voulaient pas décliné leurs identités malgré l'insistance des commissaires. C'est un jeune commissaire portant le nom de Yaya qui a indiqué reconnaître l'un des ravisseurs. Ils sont néanmoins repartis avec moi. Quelques minutes plus tard, celui qui semblait être le chef des opérations, visiblement un officier de police, a passé un coup de fil pour dire « nous ne pouvons plus poursuivre l'opération comme initialement prévu. Il faut qu'on s'arrête à Douala parce qu'il est coriace et l'affaire se complique. » Il a ajouté « boss, sauf avis contraire de votre part ». Nous nous sommes de nouveau arrêtés quelque part proche de Douala. Ils m'ont demandé d'aller me soulager et j'ai décliné l'offre. Nous sommes restés un moment à cet endroit et ils ont de nouveau démarré le véhicule. C'est ainsi que nous sommes arrivés à la Police judiciaire de Douala. Après avoir séjourné 24 heures dans une cellule de la Pj de Douala, le gouverneur de la région du Littoral a appelé pour savoir si j'y étais et ils ont dit au gouverneur que je n'y étais pas. Ils

ont fait de même avec certains membres de ma famille. Ceux qui ont eu accès à moi ne se sont pas présentés comme tel. Je vous fais grâce de nombreux autres détails.

Dans la vidéo qui est en circulation vous connaissez déjà vos agresseurs. Qui sont-ils?

Je ne fais pas du sensationnel. J'ai dit dans cette vidéo et je le réitère. Depuis le mois de mars, je suis embourbé dans une histoire que je n'ai pas cherchée. Je me suis retrouvé en train de vivre une conspiration contre les institutions du Cameroun. Une démarche impliquant une représentation diplomatique de premier plan. L'ambassade de France en l'occurrence. J'ai été abordé par le Colonel en charge de la sécurité dans cette représentation diplomatique pour participer à la déstabilisation du Cameroun et l'assassinat de monsieur Biya. Il m'a abordé à trois reprises. A chaque fois, il était question de me faire adhérer à leur démarche. A chaque fois, j'ai subtilement décliné l'offre. Ils ont pris un certains nombres de mesures, avec la complicité de certaines hautes personnalités à la présidence de la République pour me mettre sous pression. Ils sont nombreux autant de la haute administration que de la police et des services de sécurité. Plusieurs stratégies sont utilisées pour me presser comme une orange. Certains ont même utilisé un point de contact avec l'une des personnes qu'ils utilisent pour renforcer cette pression. C'est dans ce contexte que j'ai découvert qu'il existe une brigade criminelle qui agit et sévit dans les réseaux sociaux. Ils opèrent avec des faux profils et à visage découvert. Leur objectif est de faire du chantage aux personnalités. Ils sont à la solde d'une organisation politique que vous connaissez très bien. Ils utilisent l'arnaque et la violence. Il arrive qu'on utilise du harcèlement sexuel déguisé pour utiliser vos propos ou d'autres choses pour vous faire craquer.

Vous êtes un acteur politique connu. Pouvez-vous nous en dire plus sur la conspiration dont vous parlez ? Elle vise qui et quoi?

Je peux le dire de manière péremptoire aujourd'hui. Cette conspiration est orientée sur tout ce qui représente encore la légitimité au Cameroun. Je vous affirme que les Français disent que monsieur Biya est vieux et malade. Il m'a été dit que Paul Biya ne peut plus assurer certains intérêts et qu'il est urgent de trouver quelqu'un d'autre pour le faire. La démarche à laquelle on a essayé de m'associer consiste à empêcher aux Camerounais de choisir. Il existe une conspiration ourdi par un groupe de personnes qui entend imposer un homme au peuple. C'est la raison pour laquelle toutes les hypothèses sont mises sur la table. Y compris l'élimination physique de Paul Biya, de son fils, de sa femme et d'autres personnes. On estime qu'il faut empêcher qu'un scénario contraire à celui qui a activé se produise.

Vous êtes assez affirmatif sur le processus que vous dites en

cours. Vous affirmez aussi que les forces de sécurité participent à la conspiration dont vous parlez et à laquelle on a essayé de vous associer...

De nombreuses personnes dans les forces de sécurité et de défense sont des infiltrés de la machine qui est mise en place. Beaucoup de cadres de la sécurité et des forces de défense sont dans la magouille. Ceux qui ont ourdi le coup savent qu'ils doivent avoir une bonne frange des cadres de la sécurité et des forces de défense. C'est ce qui a été fait. Les responsables parmi les plus insoupçonnés sont impliqués dans ce projet.

Ce que vous dites est assez grave...

La seule chose qui garde encore un semblant d'accalmie dans ce pays, c'est que ces gens-là qui bénéficient de la confiance de Biya est que monsieur Biya, lui-même est coriace. Y compris dans leurs cercles. Je l'ai dit et je l'assume, il y a des gens qui se trouvent au plus proche de Biya qui sont prêts à lui donner le coup de grâce. Ils sont partant pour mettre fin à ce que eux-mêmes appellent son règne trop long et fatigant. La démarche à laquelle on a voulu m'associer consiste à ce que certaines personnes restent aux affaires après Biya. Ce qui m'a été dit est que cet homme est imprévisible et qu'il faut se rassurer que Biya ne leur accouche un enfant dans le dos. N'allez pas chercher ailleurs. Ils sont là. Ils savent ce qu'ils ont fait. J'irais même plus loin en vous disant que le Cameroun est encore debout en ce moment c'est parce que Biya respire encore. Si la nature venait à prendre monsieur Biya aujourd'hui, la Centrafrique ne serait rien par rapport à ce que certaines personnes ont prévu.

Vous dites dans la vidéo que vous avez mise en circulation que l'un de vos agresseurs est venu vous faire une confession. De quoi s'agit-il?

L'officier de police qui dirigeait l'enquête à la Police judiciaire à Douala est venue vers moi. Je vous exempte des raisons qui ont fait en sorte que le procureur de la République me retienne pendant 24 heures supplémentaires dans les locaux de la Pj à Douala. L'officier m'a dit les moindres détails du montage de cette opération et pourquoi elle a échoué. Il m'a dit l'issue de la concertation qu'ils ont eue avec la Délégation générale à la sûreté nationale et la Police judiciaire de Yaoundé. Il m'a dit comment ils se sont employé à utiliser une jeune femme afin qu'elle leur conduise à mon domicile. Elle a tenu sous la pression pendant quelques temps mais elle a lâché parce qu'elle voulait récupérer son bébé. Il m'a dit qu'il leur a été proposé une somme d'un million de Francs pour mener à bien cette mission. Ils devaient toucher cet argent pendant l'opération mais ils n'ont pas pu disposer du temps pour le faire. Dès lors que cela m'a été dit, j'ai informé le chef d'unité. J'ai informé le procureur de la République. Personne n'a voulu en savoir plus. Personne n'a demandé à m'entendre malgré le fait qu'il y a deux policiers formellement identi-

ERT ATEBA

Participer à la déstabilisation du Cameroun»

fiés qui se sont trouvés dans ce commando. Il m'a aussi indiqué qu'il y avait deux personnes qui n'appartiennent pas au corps de la Police qui étaient dans cette bande.

Vous dites qu'aucune enquête n'a été ouverte. Avez-vous formellement porté plainte?

Avais-je besoin de porter plainte. Il s'agissait déjà d'une dénonciation. Le procureur de la République peut se saisir de cela pour ouvrir une enquête. D'autant plus que des éléments de son territoire de compétence ce sont retrouvés irrégulièrement à Yaoundé. Lorsqu'il entend que de l'argent a été proposé pour aller liquider quelqu'un faut-il une plainte pour ouvrir une procédure? De vous à moi, chez qui voulez-vous que j'aille déposer ma plainte? Au chef de la Police qui sait tout ce qui s'est passé? Au procureur de la République? Je crois encore être dans un pays normal où on ouvre une enquête lorsqu'on a connaissance de telles choses. Il appartient à l'Etat de prendre des dispositions pour protéger les citoyens.

Beaucoup de Camerounais vous connaissent sous la casquette d'homme politique. L'on est surpris que vous soyez en désaccord permanent avec l'opposition dont vous vous réclamez. Comment comprendre votre posture?

Le Camerounais lambda qui me suit doit comprendre que si je ne suis pas en accord avec un parti politique, c'est que celui-là n'œuvre pas pour le changement. Ceux qui tapent la main sur la poitrine, tous les jours, ont des compromissions jusqu'au cou. Beaucoup jouent le jeu de ceux qui oppriment le peuple Camerounais. Leur problème n'est pas de changer le vécu des camerounais. Ils garantissent leurs privilèges et la continuité. Une personne sereine et sincère ne peut pas douter de l'opposition au Cameroun. Je suis sincère, c'est pour cela que je n'attends pas des prébendes. Je n'attends pas de positionnement ou de récompense. Je suis de ceux qui pensent que monsieur Biya doit partir. Je dis aussi, en connaissance de cause, que le Cameroun respire encore un peu parce qu'il est vivant. Les gens me diront, «apportez-nous les films pour qu'on voit». L'avenir nous dira dans les semaines et mois à venir. Vous verrez bien ce qui se passe réellement. L'avenir de notre pays est triste. Nous faisons une dénonciation contre ceux qui conspirent contre le Cameroun. Beaucoup se sont compromis en prenant certains engagements. Ils ont fait des promesses à certains de leur partenaires et complices. Ces promesses sont contre les intérêts du Cameroun.

Vous avez dit dans votre vidéo qu'il y a «une centaine de personnes qui veulent assassiner le président de la République et déstabiliser le Cameroun.» Les Camerounais aimeraient bien savoir qui sont ces personnes?

Je donne le chiffre. Si cela est faux que les gens arrêtent de proférer des menaces ou d'essayer de m'assassiner. Les gens le font parce qu'ils se retrouvent dans les dénonciations

que je fais. Monsieur Biya dispose de la liste de ceux qui veulent l'assassiner. Certaines organisations détiennent la même liste. Je vais juste dire que même si je meurs, ils répondront de leurs actes. Les preuves existent et sont en lieu sûr. Les gens pensent qu'on peut vivre en vase clos au Cameroun. La liste existe. Il y a des indices qui ont convaincu même leur potentielle victime. Biya seul sait ce qu'il attend pour les mettre hors d'Etat de nuire.

Vous dites dans votre vidéo «ils ont choisis un des leurs, un voleur» qui est-il? Et, comment cela est organisé?

Wait and see. Vous verrez bien. Vous allez comprendre.

Vous dites aussi «ils savent que je sais». Que savez-vous précisé-ment?

Ils savent que je sais ce qu'ils sont en train de préparer. Ils savent que je sais qui est-ce qu'ils ont choisi. Ils savent que je sais pourquoi ils l'ont choisi. Ils l'ont choisi parce qu'ils le tiennent aussi. Ils détiennent des choses compromettantes contre lui. Il s'agit de choses assez abominables. Ils l'ont choisi parce qu'il ne peut pas se mettre en contre-courant de leur volonté pour prioriser le peuple. Il y a un lobby qui est mis en place.

Je cite, une fois de plus, un extrait de votre vidéo. Vous dites «l'ennemi ce n'est pas celui que nous croyons. Il est ailleurs. Il est tapis dans l'ombre.» ...

Paul Biya n'est pas l'ennemi du peuple camerounais. Il est lui-même devenu la victime de ses créatures. Evidemment, il n'est pas victime au même rang que la majorité des Camerounais.

De nombreuses personnes pensent que vos dénonciations ont pour objectif de déstabiliser certains de vos adversaires politiques...

C'est le problème de ceux qui pensent ainsi. Je parle avec des faits. Je le réitère, je me suis retrouvé dans cette affaire depuis le mois de mars. Je sais ce que je dis. Les faits sont là. Je l'ai aussi dit dans la vidéo. Les français ont voulu me coller le meurtre de l'une de leur compatriote. Cette dame a finalement été chassée du Cameroun comme une malpropre. Son contrat courait pourtant jusqu'en 2021. Que l'on vous dise pourquoi on a fait partir cette dame. Lorsque les uns et les autres vont commencer à répondre aux questions, posez-moi celles qui me retournent et je vais vous donner des réponses. Je voudrais également que le Délégué à la sûreté nationale démente lorsque je cite son nom dans la relation qui le lie à l'attaché de sécurité de l'ambassade de France au Cameroun. Qu'il se mette en porte-à-faux. Je parle et je cite des contemporains qui peuvent contredire ce que j'affirme.

On peut retenir que vous avez suivi le cheminement du complot que vous dénoncez?

A un moment donné, je ne pouvais plus que voir. De nombreux éléments ont attiré mon attention et j'ai vu ce qui se passait. Ils ont su que j'ai regardé et ils sont venus vers moi. Ils m'ont fait des propositions. J'ai rejeté ces propositions. Je croyais être subtil dans mon rejet. Ils ont compris que j'avais rejeté et ils sont passés à la

vitesse supérieure.

Vous avez démissionné du Mrc. Certains vous annoncent du côté du Rdpc. Qu'en est-il précisé-ment?

Croyez-vous que j'ai besoin de passer par la cuisine pour aller au Rdpc? Je suis né dans le moule du Rdpc. Il est même arrivé, alors que j'étais encore étudiant, qu'on me demande les noms qu'on mettrait dans le moule. Dans cette réalité, pensez-vous qu'on irait faire des courbettes ailleurs avant de revenir dans le Rdpc? Je n'en ai pas besoin. J'ai un autre candidat que je supporte dans le cadre de l'élection du 7 octobre prochain. Les populations de la Lékié ont décidé que je serai leur candidat à la députation en 2019. Telle est ma démarche à court et à moyen terme. En tout cas, le Rdpc n'existera même plus dès le départ de Biya. Si vous ne l'avez pas compris c'est que vous n'avez rien compris du tout. Et si vous croyez qu'on peut aller risquer sa vie pour créer le Mrc, alors que ceux qui y sont aujourd'hui bénéficiaient des largesses du système Rdpc, pour revenir au Rdpc alors vous avez tout faux. Je n'ai jamais été dans un autre parti avant le Mrc dont j'ai été membre fondateur. J'en suis sorti quand ce parti à pris une tournure dans laquelle je ne me reconnais pas. Je crois que même le président est en train de me donner raison au regard de certains faits qui sont vécus.

Vous dites dans votre vidéo que certains conspirateurs sont aux affaires et d'autres sont dans le gouvernement. Peut-on avoir des précisions?

Je voudrais vous poser une question. Si vous faites une alerte à la haute hiérarchie institutionnelle du Cameroun qui dénonce un certains nombre de personnalités et d'individus et que vous retrouvez la copie de ce document sur la table de ces personnes, que diriez-vous? Vous penserez que c'est des gens hors de la présidence qui auraient sorti cette correspondance du palais? On peut se réserver sur l'évocation des noms en ce moment mais mes enfants connaissent la vérité. Ils sont douze. Je suis sûr qu'on ne pourra pas tuer tous les tuer au même moment. Il restera au moins un qui donnera les noms. Peut-être même ceux qui m'auront fait la peau ne seront plus là mais l'histoire saura. Je vais le dire et vous le savez, il y a peu de membres du gouvernement qui sont encore loyaux. Il y a peu de gens dans cette affaire qui croient en Biya ou à la continuité du Rdpc après lui. Nombreux se sont fait à l'idée que les carottes sont cuites et cherchent la solution de rechange. Je vous ai dit que certains sont même à la présidence de la République. Ce n'est pas un hasard qu'on ait fait le simulacre de tir sur le cortège du ministre de la défense ou chez le Secrétaire général de la présidence de la République. Ce ne sont pas des blagues. Dans un pays sérieux, on marquerait un arrêt pour savoir ce qui se passe. C'est des choses qui me mettent en désaccord avec vous les journalistes. J'ai été enlevé, aucun journaliste n'est venu vers moi. C'est lorsqu'on cherche le buzz

qu'on vient vers les gens. Il y a eu des coups de feu dans le domicile du Secrétaire général de la présidence de la République. Les journalistes devaient exiger qu'on leur donne des explications. C'est votre responsabilité. Le peuple doit savoir à quelle sauce il va être mangé. Les journalistes doivent édifier le peuple sur les dangers qu'il coure. Le peuple camerounais est en ce moment en insécurité autant que sa prééminence institutionnelle.

Vous le dites si bien : «le peuple à le droit de savoir ce qui se passe». On a pourtant le sentiment que vous ne dites qu'une partie de ce que vous connaissez...

Lorsque je vous dirais tout, allez-vous me protéger? Plus je garde certaines choses, plus ceux qui sont à la manœuvre savent qu'ils ont intérêt à changer d'attitude. Ce que je dis est que, si ceux qui ont fait leur plan pour déstabiliser le Cameroun pous- sent loin, je pousserai plus loin.

Sortons de cet entretien avec une question qui peut paraître générique. Selon vous qu'elle est la perspective politico-sécuritaire du Cameroun en ce moment?

Je prie Dieu que monsieur Biya ne meurt pas. S'il n'est pas élu, je prie qu'il soit là. J'ai la faiblesse de penser qu'il pourra protéger le candidat qui sera élu le 7 octobre prochain. Je prie surtout que le peuple soit conscient de sa responsabilité de protéger le Cameroun contre certains qui ont des desseins malveillants. Il que l'on sache que ceux qui manœuvrent pour prendre le pouvoir par tous les moyens ne sont pas prêts à se laisser faire. Du coup, la perspective sécuritaire du Cameroun est éminemment préoccupante. Le peuple doit savoir que le signal est au rouge. Il doit être un peuple ferme et qui doit éviter de se laisser distraire. Cette distraction pourrait passer le militantisme patriotique qui est aux antipodes du militantisme clanique et ethnique qui font partie des stratégies adoptées pour déstabiliser le Cameroun. C'est la solution pour amortir les secousses de ce que certains ont préparé. J'ai quitté la Suisse de mon propre chef pour m'investir au Cameroun. Parce que le Cameroun c'est mon pays.

Vous dites justement dans votre vidéo qu'on vous a approché pour vous demander de prendre de l'argent pour sortir du Cameroun?

Je n'ai pas dit qu'on m'a proposé de l'argent. J'ai dit que j'ai été convoqué ou invité par téléphone par un commissaire principal donc je tairais le nom ici et qui est aux renseignements généraux à la Délégation générale à la sûreté nationale. Pendant l'audition, il m'a été demandé quand est-ce que je vais partir du Cameroun et qu'est-ce que je veux pour cela? J'ai répondu sans équivoque que je suis né à Yaoundé. Je mourrais ici. Avec un peu de chance, je serai enterré ici. Je lui ai dit qu'il n'est pas question qu'on me demande de partir.

Entretien avec Joseph OLINGA N.

SPÉCULATION

La productivité durable du Cacao préoccupe les chercheurs

Yaoundé abrite une rencontre de trois jours axée sur cette problématique placée sous le thème : « Agroforesterie pour la restauration des terres, le changement climatique et la valeur Chaînes en Afrique occidentale et centrale ».

« *Voulons-nous produire de façon temporaire beaucoup de cacao et puis après 10 ans plus rien, ou voulons-nous produire de façon continue ce cacao pendant des périodes plus longues ?* ». La question posée qui est préoccupante pour les producteurs de cacao soumis en plus aux aléas de la spéculation boursière, interpelle la recherche. « *Nous avons opté pour la seconde option qui nous permettra de proposer des arbres utiles qui vont non seulement apporter de l'ombrage au cacao mais aussi des arbres qui vont permettre d'avoir des ressources additionnelles en termes d'aliments, de fruits qu'on peut revendre mais aussi en termes de recyclage des éléments en nutritif du sol* », répond Dr Christophe Kouamé, directeur régional du Centre international pour l'Agroforesterie (Icraf-Wca).

Pour ce faire, l'organisation qui depuis 1987, a mis au point des techniques innovantes en agroforesterie pro-



pose un package qui va de la domestication des espèces d'arbres indigènes, aux systèmes agricoles, en passant par la restauration des paysages, aux produits forestiers non ligneux et aux systèmes de conseil agricole en Afrique occidentale et centrale. « *En fonction des spéculations, des zones, du niveau de dégradation de départ, nous faisons des évaluations afin de proposer des options technologiques pour pouvoir restaurer ce paysage* », explique Dr Kouamé. Les résultats de ces études réalisées en zone sahélienne notamment au Ghana sont l'objet d'une discussion ouverte à Yaoundé le 3 septembre 2018. Au Cameroun, précise le chercheur, l'accent a été mis sur la domestication. Car, « *La valorisation des essences traditionnelles ne font pas l'objet de culture en tant que tel, mais de cueillette. Mais l'effort de l'Icraf a permis d'identifier les génotypes performants, de pouvoir les mul-*

tiplier à travers des techniques de propagation rapide et de pouvoir les valoriser dans les champs de paysans. Donc c'est en fonction du contexte comme je l'ai dit ». Aujourd'hui, poursuit ce dernier, « *si vous voulez produire que ce soit le safou ou le djan-san, l'Icraf a des approches pour vous recommander des cultivables qu'il faut, mais aussi vous accompagner dans la production de ce champ* ».

Insécurité alimentaire

L'Icraf qui a pu réduire le cycle d'entrée en production de ces essences et bien d'autres, propose une méthode de propagation qui permet de les produire dans un délai beaucoup plus raisonnable (moins de 7 ans) contrairement à la culture normale où on n'a pas fait de greffage ou de multiplication végétative. Déroulant les opportunités de l'Agroforesterie, Dr Mathurin Tchataat de l'Institut de

recherche agricole pour le développement (Irad) souligne : « *Quand on fait l'agroforesterie, c'est comme si on ne mettait pas ses œufs dans un même panier. Parce que l'agroforesterie est une association des arbres et des autres cultures. Ces arbres peuvent fruitiers ou d'autres cultures* ». Prenant le cas d'une spéculation comme le cacao, il explique que dans le cadre de l'agroforesterie, lorsque le cacao ne marche pas bien, l'autre culture (mangue...) prend le pas. Les avantages sont également perceptibles sur l'écologie dans la mesure où : « *C'est des systèmes durables qui ne nécessitent pas forcément des traitements phytosanitaires comme dans les systèmes mono-spécifiques* ».

La rencontre de Yaoundé permet par ailleurs à l'Icraf qui vient réaménager son équipe et ses zones d'intervention, de voir comment réévaluer et réadapter son plan d'action 2018-2026 adopté en août dernier. Il est aussi question de discuter de l'orientation future du programme et des voies à suivre pour atteindre ses objectifs, ainsi que de son approche face aux défis régionaux liés à la pauvreté, à l'insécurité alimentaire, à la dégradation des ressources sociales et environnementales, au manque d'accès aux marchés régionaux et mondiaux, aux politiques et soutien à la recherche.

Nadège Christelle BOWA

BUSINESS

Le lac municipal, réservoir de petits métiers

Situé en plein cœur de la ville de Yaoundé, cet espace qui n'a toujours pas été réaménagé par le gouvernement est exploité par des débrouillards qui en ont fait un véritable centre commercial.

Depuis la destruction des maisons situées aux abords du lac municipal de Yaoundé et la promesse de réaménagement qui n'a pas toujours été tenue, certains individus y ont créé une sorte de Centre commercial. Plusieurs activités sont exercées autour de ce lac notamment, la vente de gravier, de sable et de cailloux, aussi la vente de parpaings cassés issus des maisons détruites. Des kiosques à journaux y sont également installés. Des petits commerces qui semblent bien se porter, car les commerçants qui occupent cet espace trouvent satisfaction. « *J'aime bien ce coin car il est calme et en plus il n'y a pas beaucoup de concurrence*



contrairement à mon dernier emplacement où il était difficile de réaliser un bénéfice de 3000 francs par jour », confie Alain, vendeur de gravier de la place. Idem pour les clients qui disent trouver satisfaction tant au niveau des prix que de la qualité. « *Moi, j'achète régulièrement mon gravier ici, car ils ont de la bonne qualité en plus ils ne sont pas chers* », avoue André.

Ce lieu, malgré qu'il ait perdu son éclat et sa beauté est désormais connu et fréquenté pour les nombreuses activités qui y sont prati-

quées. Il est aussi très sollicité pour le poisson qui est pêché dans les eaux du lac. Une activité d'ailleurs exercée depuis la création de ce lac ; on y trouve plusieurs types carpes, maquereau et bar. « *Le poisson d'ici est vraiment délicieux ; je me déplace tous les jours juste pour venir en acheter. Je viens ici parce que le poisson est très frais il sort immédiatement de l'eau ; ils les pêchent et vendent ensuite, pas besoin de produits comme les autres bref c'est bio, nature* » confie un client.

Quant aux vendeurs de

poissons, ils sont là très tôt le matin pour pêcher et ensuite vendre autres choses, qui leur permettent de vivre aisément et de gagner dignement leur vie. « *Je suis debout très tôt pour apprêter mes outils de pêche car les clients viennent à partir de 8 heure. Pour les prix ils varient en fonction de la qualité du poisson choisi ; mais généralement le kilogramme varie entre 2000 francs et 6000 francs* », renseigne Mohammad un vendeur de poisson de la place.

Berdiane TCHOUBOU
(stagiaire)

BAMENDA Une bande armée attaque le lycée bilingue de Bayelle

Un civil tué à la suite d'un échange de coups de feu.

Deuxième jour de la rentrée scolaire, il est environ 9h13mn. Les premiers cours de la matinée viennent de s'achever. Du coup résonnent des tirs à balles réelles. Une bande armée vient de prendre position dans la brousaille en contrebas d'une rivière qui jouxte le lycée et tire en direction de la cour. Surpris, les gendarmes en faction demandent aux enseignants et élèves de rester en salle pour ceux qui y sont et ceux qui sont dehors de regagner les salles et surtout de se coucher à même le sol. Les pandores repliquent. Le renfort est sollicité depuis la légion du Nord-ouest à Up-station. Pendant trois heures de temps, les élèves et enseignants vont vivre une série d'échange de coups de feu nourrie entre les assaillants et les forces de défense et de sécurité. Une fouille opérée dans ce champ de tirs à la fin des hostilités, le constat qui se dégage est que les assaillants ont pris la poudre d'escampette. Seul un papa qui était en train de travailler dans sa plantation à quelques encablures de là est atteint par une balle perdue. Transporté d'urgence à l'hôpital de district de Bamenda III (PMI) Nkwen, il a rendu l'âme. Le corps a été déposé à la morgue de l'hôpital régional de Bamenda. On a également appris que les assaillants ont tiré sur un gendarme en faction à l'agence Ecobank de Nkwen et que le pandore en question aurait passé l'arme à gauche. Nous n'avons pu indépendamment confirmer le décès de ce gendarme au moment où nous mettions sous presse hier soir.

Après ces attaques, c'était la débandade totale dans la ville de Bamenda. Les activités ont tournée au ralenti. Boutiques et autres échoppes ont fermé. Chacun cherchant à se mettre à l'abri.

MS

ELIMINATOIRES CAN 2019

Pourquoi Eboa Eboa et Tameze boudent Clarence Seedorf

Le défenseur de Guingamp et le milieu de terrain de l'Ogc Nice en France n'ont pas répondu favorablement à la convocation du sélectionneur des Lions indomptables dans le cadre de la préparation du match qui opposera samedi prochain, les Iles Comores au Cameroun.

L'équipe nationale ? Non, merci ! Adrien Tameze et Félix Eboa Eboa ne viendront pas. Des 23 joueurs de la liste initiale, 21 sont à Nairobi selon le dernier pointage. Convoqués pour défendre les couleurs de l'équipe nationale fanion lors du match Comores-Cameroun du 08 septembre prochain, les deux internationaux camerounais évoluant en Ligue 1 française, sont officiellement déclarés forfait. Comme s'ils s'étaient passé le mot, ils ont décidé de boudier cette première liste du duo d'entraîneur néerlandais Seedorf-Kluivert. Si l'absence d'Eboa Eboa est subrepticement justifiée par une «*gêne musculaire*» difficile à gouverner puisqu'il n'a pas manqué une seule minute de jeu avec son club en Ligue 1 cette saison, et était encore d'attaque samedi dernier à domicile face à Toulouse (1-2) ; le forfait de son compatriote nigéris est resté sans raisons. «*Tameze n'a pas exprimé son désistement à temps pour pouvoir être remplacé*», confie Parfait Siki, le chef du département Communication de la Fédération camerounaise de football (Fécafoot), obligé de jouer les Team press officer en attendant que le cafouillage dans l'encadrement des Champions d'Afrique en titre se termine.

Le casse-tête des bina-



tionaux

Eboa Eboa a été remplacé au pied levé par Joyskim Dawa, qui joue en Ukraine. Hugo Broos n'était donc pas le problème si tant il est vrai que sous son règne tout comme celui de Seedorf qui commence à peine, la colonie des binationaux continue de boudier le Onze national. Après avoir pris l'habitude de récupérer un peu facilement ces joueurs (Franck Songo'o, Gaétan Bong, Sébastien Bassong, Jean Armel Kana Biyik, Eric Maxim Choupo-Moting, Charles Itandje, William Overtoom), le Cameroun fait désormais face à la difficulté de conquérir les enfants issus de sa communauté immigrée en Europe. Ces derniers prennent, de plus en plus, des chemins déjà empruntés par les Samuel Lobé, Bruno Ngotty, Pascal Nouma et Jean Alain Boumsong. Outre les cas Umtiti (Fc Barcelone), Paul-Georges Ntep (Wolfsbourg) et Axel Ngando (Göztepe), Jean-Christophe Bahebeck (Psg), qui avaient été ciblés par le Comité de normalisation de la Fécafoot sous Joseph Owona, sans l'accord de Volke Finke, le pays de Roger Milla n'a toujours pas avancé sur le

dossier des autres binationaux. Seedorf dont l'arrivée à la tête de l'encadrement technique des quintuples champions d'Afrique semblait annoncer le printemps, commence à comprendre les réalités locales et les vicissitudes de ses prédécesseurs. Même s'il est un peu tôt pour ouvrir le boulevard à la polémique, il reste clair que ces défections en cascade dans les rangs des binationaux, n'est pas pour paver de fleurs, le séjour du néerlandais au sein de cette manière qu'il faut exorciser.

Les lionceaux à l'école néerlandaise

Christian TCHAPMI

Comme leurs aînés, Zobo et Pe Akono ont commencé le stage à Nairobi le 3 septembre et resteront avec eux jusqu'au 6 septembre, date où ils retourneront dans leur club respectif au moment où les Lions A s'envoleront pour les Comores. Ce sont donc trois joueurs qui se sont vus offrir l'opportunité de «*vivre une expérience décisive, grâce au talent qu'ils ont déjà montré*». Stéphane Thierry Zobo, attaquant de 18 ans, vient de signer un contrat professionnel au Toulouse Fc (en provenance de Azurs Star International D2 régional) après avoir fait toute la pré-saison avec l'équipe première. Il a marqué 12 buts en 15 matchs avec les sélections U-17 et U-20. Pe Akono Pierre, milieu de terrain de 18 ans, évolue au club d'Élite One Eding Sport de la Lekié, actuellement qualifié pour la finale de la Coupe du Cameroun après avoir éliminé Coton Sport en quart de finale. Junior Ndedi, défenseur central âgé de 18 ans, capitaine de l'équipe nationale des U-20, n'a pas pu faire le déplacement car il doit subir une intervention chirurgicale suite à une blessure.

C.T.

BODYBUILDING

Christian Tsaga et Tassi à corps parfaits

Les deux athlètes sont les vainqueurs en catégorie Dames et Messieurs des finales de la Coupe du Cameroun, organisées par la Fédération camerounaise de bodybuilding et fitness (Fécabof) à Yaoundé samedi dernier.

Après l'hymne national, place aux éclats de voix dans la salle. Les spectateurs sont impatients et gesticulent dans tous les sens. Des hommes aux corps taillés comme des armoires brandissent leurs muscles luisants et fermes. Sous l'œil admiratif des spectateurs, ils occupent le podium tour à tour en fonction des catégories en lice (les moins de 23 ans, les classiques, les mediums...). En effet, les athlètes se présentent à nu pour soumettre l'architecture de leurs corps au jugement des professionnels de la discipline. Les candidats ont été examinés sous toutes les coutures. Chez les Messieurs, huit figures imposées (vue de face double biceps, dorsaux, abdos...), une figure au

choix et un passage libre. Les critères de sélection sont notés en fonction des muscles et la division du corps et non en fonction de la masse d'un athlète. C'est dans ce contexte que Kévin Anoho remporte le rang de vainqueur dans la catégorie moins de 23 ans. Et Christian Tsaga rafle au passage le titre de vainqueur toute catégorie confondue grâce à ses multiples performances physiques.

Fitness en dessert

Les Dames, elles, ont droit à deux passages. Une touche de glamour pour diluer le taux de testostérone sur les lieux. La chaleur monte dans les rangs des mâles. Normal ! Les candidates ont des traits fins, ventres plats, des sourires enjôleurs et des postures majestueuses. De quoi donner des complexes à ces adeptes des régimes creux. Ici, les résultats proviennent du fitness. Une discipline à laquelle Tassi, vainqueur dans toutes les deux catégories s'adonne depuis des années. Le passage des Miss fitness aggrave la situation dans la salle et des admirateurs de silhouettes filiformes s'égarant mais sont très vite ramenés à l'ordre par les modérateurs. «*C'est un sentiment de*

joie que je ne peux contenir. C'est toujours très excitant de finir sa saison de cette belle manière. Nous avons eu des athlètes venant de tout l'ensemble du territoire. Je crois que pour un président, je suis comblé. Après avoir été relayé par les médailles mondiales en Italie, c'est une joie immense. Ce sera aussi l'occasion de prouver aux autres fédérations qu'on peut continuer avec nous » confesse tout heureux Achille Balemagna, président de la Fécabof. Et d'ajouter «*j'ai la chance d'avoir eu des champions du monde l'an passé. Cette année nous avons eu cinq médailles au championnat du monde, cinq médailles de bronze individuelle et une par équipe. Je pense qu'à ce jour, le bodybuilding camerounais se porte très bien.* » En effet, «*notre fédération ne finit pas la saison avec la coupe du Cameroun comme ailleurs nous irons à Kribi après les élections présidentielles entre le 26 et le 27 nous aurons le Grand prix du Cameroun et à la suite nous aurons les bodybuilding Cameroun et aussi une compétition au Portugal à Lisbonne qui se tiendra le 28 novembre.* » A suivre !

Rolly TADIE (stagiaire)

CHAMPIONNAT DE VACANCES

Apothéose en couleur dans le village Mban

Avec le soutien d'Orange Cameroun, le championnat de vacances de football édition 2018 dans cette localité, a livré son verdict le 1er août dernier.

Mban, petite bourgade d'un millier d'âmes environ. Dans l'arrondissement de Sa'a, département de la Lekié, région du Centre. Samedi 1^{er} août 2018, c'est jour événement dans ce village. La finale du championnat de vacances de football de Mban. Pour cette 26^{ème} édition, le comité technique d'organisation a mis les petits plats dans les grands. Avec un stade entièrement rénové pour abriter ce rendez-vous. Cette année, la finale a opposé Fc Volonté de Mban, l'équipe du terroir, à Fc Espoir de Mengama le voisin rival. Après 90 minutes àprement disputées, les deux adversaires ont du se départager à la séance de tirs aux buts. Et à c'est exercice, ce sont les joueurs de Fc Volonté qui ont été les plus adroits (4-2). Une belle réponse de cette équipe qui a vu le championnat lui filer entre les pieds. «*C'est une joie immense qui nous anime. Notre objectif a été atteint. Surtout devant notre public, on avait promis de remporter cette coupe. C'est le résultat d'un long travail avec nos encadreurs que je remercie et tous ceux qui nous ont soutenu* », a confié le capitaine de Fc Volonté de Mban. A contrario, ce fut la désolation totale dans les rangs du Fc Espoir de Mengama qui promet «*revenir plus fort l'année prochaine* ».

Mais au-delà du score qui reste anecdotique, l'enjeu de cet événement qui a duré plusieurs semaines et qui a tenu en haleine tout un village, était ailleurs. Le challenge était de rassembler la jeunesse autour de plusieurs idéaux. «*Cet événement est une manifestation du vivre ensemble. L'unité administrative qui doit mettre en œuvre cette action doit vivre dans l'unité. L'idée c'est de rendre nos enfants utiles pendant les vacances. C'est le lieu de remercier la Société Orange Cameroun qui nous fait confiance et qui nous accompagne dans ce projet* », a indiqué Robert Bendengue, le promoteur du championnat. Une initiative suivie par les élites du village. Pour monsieur Nkolo, «*nous avons un rôle essentiel. Notre présence doit simuler la jeunesse. Il faut pouvoir permettre aux populations de rester sur place et de participer aux activités fédératrices qui puissent les épanouir. Nous avons lancé ce championnat il y a 26 ans. Nous avons fait du chemin, ça n'a pas toujours été évident. Nous sommes contents du résultat aujourd'hui. Et nous sommes reconnaissants envers Orange Cameroun qui nous soutient dans cette aventure* ».

Projet de vie

En fait de soutien, il faut dire qu'Orange Cameroun accompagne les championnats de vacances dans l'ensemble des dix régions du pays. Et Mban fait partie de ces localités privilégiées sur lesquelles l'entreprise de téléphonie mobile jette son dévolu chaque année. «*C'est un plaisir pour nous que de participer à l'encadrement de ces jeunes, à leur occupation pendant les vacances, à les éloigner de l'oisiveté. Et surtout à participer à ce qui est la construction d'un projet de vie. Parce que ne l'oublions pas, c'est pendant les championnats de vacances que des talents se révèlent. Beaucoup sont partis de là et aujourd'hui brillent à la cime des cieux footballistiques. Aussi, cela obéit à l'une de nos missions qui est celle de rassembler les gens autour d'une passion commune, et le football n'en est pas des moindres. Il est des avantages qui sont quantifiables et d'autres pas. Voir autant de cœurs battre à l'unisson n'a pas de prix. Nous accompagnons des gens autour de tout ce qui les rassemble* », a justifié Stéphane Moukoury, le chargé des relations publiques à Orange Cameroun.

L'événement de samedi 1^{er} août 2018 mettait ainsi un terme à trois mois de vacances qui ont permis aux élèves de s'occuper et d'éviter d'être oisifs. C'était le dernier grand rendez-vous avant la rentrée scolaire. Avec le sentiment du devoir accompli, le comité d'organisation du championnat de Mban a donné rendez-vous pour la 27^{ème} édition pour laquelle de nombreuses innovations sont attendues.

Achille KAMGA
De retour de Mban par Sa'a

Simplifier le cours de ma vie



Orange Money

#150#

Vous rapprocher de l'essentiel

orange™

PUBLICIS